JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉBATS PARLEMENTAIRES ASSEMBLÉE NATIONALE

CONSTITUTION DU 4 OCTOBRE 1958

6^e Législature

PREMIERE SESSION ORDINAIRE DE 1978-1979

COMPTE RENDU INTEGRAL — 36^e SEANCE

1^{re} Séance du Vendredi 27 Octobre 1978.

SOMMAIRE

PRÉSIDENCE DE M. ROLAND HUGUET

I. — Loi de finances pour 1979 (deuxième partie). — Suite de la discussion d'un projet de loi (p. 6822).

Travail et santé (suite).

II. — TRAVAIL ET PARTICIPATION. — FORMATION PROFESSIONNELLE (Suite.)

MM. Le Drian,
Ducoloné,
Séguin.

M. Legendre, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, chargé de la formation professionnelle.

MM. Gau,
Hamel,
Legrand.

M. Stoléro, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, chargé des travailleurs manuels et immigrés.

Mme Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, chargé de l'emploi féminin.

MM. Legendre, secrétaire d'Etat; Frelaut, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour le travail et la participation.

MM. Boulin, ministre du travail et de la participation; Frelaut, rapporteur spécial; Gau.

Etat B.

Titre III (p. 6834).

M. Bariani.

Adoption du titre III.

Titre IV (p. 6834).

Amendement n° 119 de M. Nllès: MM. Legrand, Jans, rapporteur spécial de la commission des finances, pour les travailleurs immigrés; Stoléro, secrétaire d'Etat; le ministre; Jans, rapporteur spécial. — Rejet.

Adoption du titre IV.

Etat C.

Titre VI. — Adoption (p. 6834).

Réserve du vote des crédits concernant la formation professionnelle.

I. — SECTION COMMUNE

III. — SANTÉ ET FAMILLE

M. Pons, rapporteur spécial de la commission des finances, pour la section commune, le travail et la santé.

M. Fabius, rapporteur spécial de la commission des finances, pour la sécurité sociale.

Renvoi de la suite de la discussion budgétaire à la prochaine séance.

2. — Ordre du jour (p. 6840).

PRESIDENCE DE M. ROLAND HUGUET,

vice-président.

La séance est ouverte à neuf heures trente.

M. le président. La séance est ouverte.

— 1 —

LOI DE FINANCES POUR 1979 (DEUXIEME PARTIE)

Suite de la discussion d'un projet de loi.

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1979 (n^{os} 560, 570).

TRAVAIL ET SANTE (Suite.)**II. — Travail et participation. — Formation professionnelle. (Suite.)**

M. le président. Nous continuons l'examen des crédits du ministère du travail et de la participation et des crédits concernant la formation professionnelle.

Hier soir, l'Assemblée a commencé d'entendre les orateurs.

Dans la suite de la discussion, la parole est à M. Le Drian.

M. Jean-Yves Le Drian. Mesdames, messieurs, l'examen du projet de budget interministériel de la formation professionnelle qui nous est soumis fournit l'occasion de s'interroger à nouveau sur la portée de la loi du 16 juillet 1971 qui avait proposé de grandes ambitions, vite évanouies, pour la formation professionnelle.

Pour la deuxième fois, le budget de la formation professionnelle est, en effet, discuté dans le cadre du budget du travail. Doit-on en conclure, monsieur le secrétaire d'Etat chargé de la formation professionnelle, qu'il est désormais acquis pour le Gouvernement que les actions en ce domaine doivent faire uniquement de ce budget un instrument de lutte contre le chômage? D'ailleurs — et M. le rapporteur spécial de la commission des finances n'a pas hésité à le dire — vous avez transformé le budget de la formation professionnelle en une aide immédiate à l'emploi immédiat. Mais, malgré tout, rien ne marche!

Si tel doit être l'objectif prioritaire de ce budget, on doit alors craindre que l'espoir qui pouvait naître de la nouvelle loi du 17 juillet 1978 sur le droit au congé individuel soit vite déçu.

Un examen non exhaustif du budget confirme, en effet, l'échec de l'engagement progressif des actions de formation depuis 1971. Il montre de façon éclatante jusqu'à quel point le Gouvernement a entendu sacrifier le structurel au conjoncturel, sans que les nouveaux bénéficiaires, les jeunes, obtiennent par ce canal une formation véritable.

En fait, l'accroissement de 36 p. 100 du budget de la formation professionnelle dont vous vantez résultat essentiellement de l'introduction de mesures conjoncturelles. Vous nous proposez donc un budget passif.

Nous ne pouvons accepter votre logique : utiliser la formation professionnelle pour une politique à court terme de colmatage, au détriment d'objectifs plus ambitieux favorisant une véritable formation permanente qui seule permettrait une formation de qualité supérieure et une action en profondeur sur la relation formation-emploi.

Force nous est de constater que les actions de longue durée de nature autre que conjoncturelle ou dépassant le cadre de la vie professionnelle ne représentent qu'une portion congrue de votre budget. Un cinquième seulement de celui-ci porte, en effet, sur des actions de promotion pour une durée moyenne de cours de l'ordre de 370 heures.

Le bilan de vos actions de fond reste des plus modestes, l'exemple le plus frappant me paraissant être les actions de mise à niveau organisées par l'Agence nationale pour l'emploi et qui ont d'ailleurs donné d'excellents résultats : malheureusement, elles n'ont touché en 1977 que 3 000 demandeurs d'emploi.

Pour ce qui est de la participation des entreprises, seuls 11 p. 100 des stagiaires ont suivi en 1977 des actions de promotion, ce qui représente une stagnation des actions en ce domaine.

Par ailleurs, le taux de participation des entreprises, qui reste fixé à 1,1 p. 100, en dépit de l'objectif prévu de 2 p. 100, fait l'objet d'une déduction de 0,2 p. 100, qui est versée directe-

ment au Trésor pour être affectée à la lutte contre le chômage des jeunes. Cette déduction s'apparente à un véritable détournement pour raisons conjoncturelles.

Bref, votre grand objectif, votre grand impératif de 1971 qui se voulait alors l'œuvre majeure du Gouvernement se trouve réduit à une roue de secours contre un mal que vous ne savez pas guérir : le chômage. Qu'ils sont loin les objectifs du VII^e Plan prévoyant qu'une partie des actions de formation devait être réservée à l'éducation permanente à visée non professionnelle!

Nous ne sommes pas étonnés, dans ces conditions, de constater que les maux dont souffre la formation professionnelle des adultes ne feront que s'aggraver. L'augmentation globale des crédits en dépenses ordinaires qui lui sont affectés est plus faible que les deux années précédentes.

Il faut donc s'attendre à un allongement des files d'attente. Déjà, en 1977, 220 000 personnes s'étaient inscrites pour participer aux stages de formation professionnelle des adultes. Or l'AFPA n'a pu en accueillir que 68 000. Cet abandon progressif de la mission de l'AFPA comme instrument d'éducation permanente au profit d'un rôle de régulation du chômage s'accompagne d'une politique du personnel inquiétante : en effet, aucune réponse réelle n'a été donnée aux préoccupations exprimées depuis le 29 juin par les organisations syndicales de l'AFPA.

On pouvait attendre du ministre du travail qu'il montre sa volonté d'ouverture en engageant des négociations sur les problèmes de l'AFPA, dont pâissent en particulier les usagers. Nous souhaiterions que vous nous indiquiez vos intentions à ce sujet.

Vous avez décidé de faire du court terme ; mais, même dans ce domaine, votre budget ne traduit aucun effort supplémentaire, hormis en faveur du pacte national pour l'emploi des jeunes qui se veut, lui, exceptionnel.

Ainsi, les actions du fonds national pour l'emploi, primordiales dans la prévention et la réparation des conséquences du chômage pour raisons économiques, ne toucheront que 14 000 salariés. Or, approximativement 300 000 personnes ont été mises en chômage économique en 1977. Vos prévisions budgétaires sont d'ailleurs extrêmement timides sur ce point.

On peut également juger de l'importance accordée par le Gouvernement aux nouveaux droits octroyés en matière de congé individuel, la loi du 17 juillet 1978 prévoyant, pour le paiement des stagiaires salariés, le relais par l'Etat au-delà d'un certain nombre d'heures. Quelle portée aura donc cet engagement de l'Etat, si l'on en juge par le très faible effort réalisé pour développer le congé rémunéré? Mais peut-être nous donnerez-vous tout à l'heure des garanties sur ce point.

Autre exemple : la rémunération des stagiaires hors pacte national pour l'emploi des jeunes n'augmente que de 10 p. 100, ce qui s'apparente à une régression.

Décidément, n'est-ce pas quand il se détourne de ses objectifs, le Gouvernement a choisi de privilégier l'apparence et non la réalité.

Chaque nouvelle action d'ordre conjoncturel n'a d'autre résultat que d'entraîner la réduction des actions moins spectaculaires et plus anciennes. Vous parlez beaucoup de prévention, mais c'est précisément le type d'action que vous avez abandonné.

Vous en êtes réduit à la politique du tiroir : vous intéressez l'opinion par une mesure gadget pendant que vous laissez à l'abandon vos projets précédents. Mais, tout compte fait, vous n'y pouvez rien. C'est le résultat de votre attitude de renoncement à l'égard de la planification industrielle.

Parallèlement, vous refusez aux syndicats la possibilité de jouer un rôle que nous, socialistes, estimons indispensable au sein de l'entreprise. Ni l'avenant de 1976, ni la loi du 17 juillet 1978 sur le congé individuel, malgré les amendements que nous avons proposés en ce sens, n'ont accordé la possibilité au comité d'entreprise de débattre avec voix délibérative du plan de formation qui reste donc autoritairement arrêté par l'employeur dans un strict souci de rentabilité.

Monsieur le secrétaire d'Etat, puisque vous ne pouvez que conserver la version « utilitaire » de vos engagements solennels, on aurait pu croire que les jeunes chômeurs destinataires du fonds de la formation professionnelle se trouveraient comblés. En fait, toutes les actions que vous mettez en place les unes après les autres, changeant les noms pour mieux faire croire à une innovation, n'aboutissent qu'à développer des « formations-parkings », répondant sur le coup à une urgence, mais ne permettant pas une insertion professionnelle durable des jeunes.

Une récente enquête de l'INSEE a pu démontrer le caractère très précaire des emplois fournis, soit dans le cadre du pacte national, soit par le système des stages de formation ou des stages d'entreprise. Ainsi 58 p. 100 des mises en congé sont dues aujourd'hui à des fins de contrat à durée limitée.

Finalement, les « formations-camouflages » que vous proposez ne font que consolider le cloisonnement des jeunes demandeurs d'emploi. En fait, vos diverses techniques s'apparentent aux agences de travail temporaire : elles aboutissent au même résultat : la constitution d'une masse d'emplois non stables et la mise en place d'un deuxième marché de l'emploi. C'est un détournement complet des objectifs que nous annonçons ; c'est l'inverse d'une politique de formation.

Ajoutons que vous vous laissez volontiers démunir du contrôle des actions que vous financez. Ainsi, le budget de 1979 prévoit 455 millions de francs pour les contrats emploi-formation sans qu'aucune garantie ne soit donnée sur l'utilisation de ces crédits qui, par ailleurs, ont manqué largement leur but puisque l'objectif donné en 1975 était d'atteindre 50 000 jeunes et qu'actuellement on en est très loin.

Monsieur le secrétaire d'Etat, dans ce budget de l'An Huit de la formation permanente, on ne retrouve plus rien de cette impérieuse obligation proclamée en 1971. Vous vouliez la promotion, et votre politique condamne les jeunes à des emplois de subordination. Vous vouliez la formation des adultes, et tous les instruments dont vous disposez sont utilisés pour tenter, sans résultat, de parer au plus pressé : employer les jeunes qui sortent chaque année sans qualification de l'appareil scolaire. La formation professionnelle et la promotion sociale sont devenues les formes nouvelles de l'assistance sociale.

Souhaitons, monsieur le secrétaire d'Etat, que vous reveniez à vos sources, celles qui indiquaient, il fut un temps, qu'il était plus important pour les jeunes de privilégier une politique de renforcement des capacités générales d'insertion, celles qui proclamaient que les différentes actions en matière de formation professionnelle devaient servir de tests pour une refonte des filières scolaires, spécialement dans l'enseignement technique, celles qui souhaitaient aménager les conditions de travail du premier emploi, celles qui voulaient — je cite M. le ministre du travail — « ouvrir à tous un large accès à la vie culturelle », celles, pour nous résumer, qui avaient un jour voulu nous faire croire qu'une « révolution silencieuse » était en marche par la formation permanente.

Mais, monsieur le secrétaire d'Etat, pour faire une telle révolution, il faudrait d'autres choix politiques. Mais il est vrai que c'est surtout au Premier ministre qu'il faut les demander. (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Ducloné.

M. Guy Ducloné. Madame le secrétaire d'Etat chargée de l'emploi féminin, messieurs les secrétaires d'Etat chargés de la formation professionnelle et des travailleurs manuels et immigrés, je suis certain que vous ne manquerez pas de faire part à M. le ministre du travail des observations que je formulerai sur l'Agence nationale pour l'emploi.

En effet, la presse s'est fait l'écho, au cours des derniers mois, ou des dernières semaines, des grandes lignes d'un rapport que le ministre du travail, suivant d'ailleurs en cela une proposition du groupe RPR de cette assemblée, a demandé à M. Farge sur les problèmes de l'Agence nationale pour l'emploi.

Hier, M. le ministre a indiqué que ce rapport venait de lui être remis. Par conséquent, nous pourrions peut-être obtenir aujourd'hui quelques renseignements complémentaires.

Surtout, il indiquait qu'il allait consulter les partenaires sociaux. C'est heureux puisque, jusqu'à ce jour, malgré les demandes des différents syndicats, notamment de la CGT et de la CFTC, le ministre du travail s'est refusé à les recevoir.

Je souhaite donc que le ministre tienne compte des propositions des personnels. En effet, ce qui est connu du rapport Farge — ou de ce qu'on appelle le « prérapport Farge », a suscité une grande émotion parmi les personnels et les organisations syndicales. C'est d'ailleurs légitime puisque, si l'on suivait ces indications, la mise en œuvre des réformes préconisées aboutirait au démantèlement de l'ANPE.

Qu'y trouve-t-on en effet, selon ce que nous connaissons ?

La suppression, d'abord, des missions essentielles de l'Agence : celle de l'inscription des demandeurs d'emploi, ouvrant droit aux aides et aux droits sociaux ; celle du contrôle et de la mise à jour de la liste des demandeurs d'emploi ; celle des relations avec les organismes sociaux et des travaux administratifs divers : main-d'œuvre étrangère, formation professionnelle pour adultes, aide à la mobilité...

N'est-il pas indiqué dans le prérapport que « ces tâches combinent inutilité et nocivité », qu'elles constituent une pollution dégradante des services parce que « les fichiers des demandeurs d'emploi recèlent une majorité d'incapables, de paresseux, sinon d'agitateurs ».

Nous sommes en présence d'une campagne orchestrée, à laquelle, d'ailleurs, un de nos collègues prenait part hier soir,

en citant quelques cas particuliers qu'il cherchait à généraliser, alors que le nombre des chômeurs s'élève maintenant à plus de un million. Il est donc honteux d'agir ainsi !

Le rapport conseille aussi d'ôter à l'Agence ses fonctions d'information et de conseil, en banalisant le statut des conseillers professionnels, qui ne seraient pas assez « directifs », et de supprimer son monopole — d'ailleurs si peu respecté — en matière d'offres et de demandes d'emploi.

On découvre qu'il est « logique de créer des établissements de caractère industriel et commercial qui offriraient une plus grande souplesse de gestion au point de vue du recrutement et de la gestion du personnel ». Que resterait-il alors de l'Agence nationale pour l'emploi ?

M. Farge propose au Gouvernement d'alléger la direction générale par une déconcentration systématique sur les centres régionaux et la régionalisation du budget, d'instituer un conseil d'administration national avec la participation du patronat, et de créer, au niveau régional, des comités de gestion dont la présidence serait confiée au préfet et la composition laissée à son initiative.

Quand il est envisagé une solution plus démocratique avec une participation d'élus, elle est immédiatement rejetée en raison du « risque d'en faire un parlour ou un forum ». Voilà, d'ailleurs, comment nous sommes traités par les conseillers gouvernementaux !

M. Fernand Icart, rapporteur général de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan. Exact !

M. Guy Ducloné. Que devient le personnel dans ce projet ?

Les 3 500 vacataires et agents administratifs n'auraient plus de raison d'être. Les postes des 550 conseillers professionnels et des 95 chefs de section départementale de l'Agence seraient supprimés ; les 4 500 prospecteurs placiers et agents restant devraient se recycler, être soumis à des stages en entreprise, être dociles, leur avancement dépendant de critères autres que celui de la compétence.

L'Agence nationale pour l'emploi, telle que sa mission est actuellement définie, peut, certes, gêner le Gouvernement. En publiant les statistiques, les études sur le chômage, elle constitue un miroir de la politique du pouvoir.

M. le ministre du travail et de la participation proteste lorsqu'on le nomme le ministre du chômage. Mais les mesures envisagées avec l'ANPE tendent à ce que ne soit plus divulgué l'ampleur du nombre des sans-travail.

Peut-être pense-t-il ainsi, en brisant le miroir, ne plus voir son image.

Il s'agit, en fait, de donner au patronat un moyen nouveau d'adapter le marché de l'emploi à ses besoins exclusifs liés au plus grand profit immédiat. L'attitude du Gouvernement et du patronat dans les négociations en cours sur l'indemnisation du chômage relève bien de cette même démarche.

En 1978, sur 1 156 700 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE, 37 p. 100 n'ont perçu aucune indemnisation, 18,7 p. 100 n'ont reçu que l'aide publique, soit 410 à 495 francs par mois, 9,6 p. 100 n'ont touché que les allocations spéciales de l'ASSEDIC, soit 35 à 40 p. 100 de leur salaire net, et à peine 19,10 p. 100 ont bénéficié à la fois de l'aide publique et des allocations spéciales d'ASSEDIC. Seules 180 770 personnes ont perçu 90 p. 100 de leur salaire au titre de l'allocation supplémentaire d'attente.

Le nombre des exclus est particulièrement important et ce sont les familles les plus modestes qui sont les plus touchées par l'absence ou l'insuffisance d'indemnisation.

Or, en même temps qu'il se refuse à rétablir l'aide publique au niveau de 1967, le Gouvernement, responsable de la situation de l'emploi, entend, de concert avec le patronat, réduire l'indemnité versée au titre de l'ASA, c'est-à-dire l'indemnisation à 90 p. 100. Ce serait dans leur esprit, pour reprendre une expression du patronat de la sidérurgie, « l'élément dissuasif déterminant pour empêcher toute agitation sociale d'envergure ». Par ailleurs, le CNPF propose d'utiliser les économies réalisées pour renflouer les caisses de l'UNEDIC qui sont en rupture de paiement.

Personne ne nie, surtout pas son personnel, que le fonctionnement de l'ANPE doit être révisé. La volonté des syndicats représentatifs est d'y porter remède afin de donner satisfaction à ceux pour qui existe l'Agence : les chômeurs et l'ensemble des demandeurs d'emploi.

Pour être efficace et répondre aux besoins des travailleurs à la recherche d'un emploi, il faut :

Prendre des dispositions pour s'assurer la connaissance systématique de tous les demandeurs d'emploi ainsi que de tous les emplois vacants dans les entreprises ;

Maintenir les directions départementales, développer leur activité, augmenter l'allocation d'aide publique de l'Etat en portant son montant à 50 p. 100 du SMIC, et aux deux tiers lorsque le chômeur est le seul salarié de la famille ;

Assurer un bon accueil et une bonne prise en charge des demandeurs d'emploi en leur faisant connaître tous les emplois disponibles qui peuvent correspondre à leur capacité, à leurs aspirations, aux rémunérations souhaitées ; les aider à réussir leur placement. Assurer, en bref, leur droit au travail ;

Garantir, pendant leur période de chômage, tous les droits aux allocations de chômage et à la protection sociale ;

Permettre, en offrant à tous les travailleurs un service d'information et de conseil, que chacun puisse conduire sa carrière en fonction de ses aspirations ;

Assurer la connaissance du marché national du travail par l'adoption d'un système simple et fiable pour l'établissement des statistiques.

Pour qu'elle puisse remplir son rôle, il faut donner des moyens nouveaux à l'Agence, au lieu de la démanteler.

Il faut la doter d'un budget permettant de porter à bref délai à 1 500 le nombre des agences locales et à 20 000 le nombre des agents. Cette mesure permettrait de recevoir les chômeurs et de satisfaire à leur attente. Elle rendrait plus humaine les conditions dans lesquelles les agents exercent leur emploi ;

Il faut étendre les droits d'intervention des travailleurs sur le fonctionnement de l'établissement et sur les conditions d'embauche dans les entreprises, plutôt que d'avoir recours — si l'on en croit ce que nous connaissons du pré-rapport Forge — à l'autoritarisme et à la bureaucratie préfectoraux ;

Il faut donner de nouveaux droits et moyens aux agents de l'ANPE et de l'inspection du travail ;

Il faut maintenir le bénéfice du statut général des fonctionnaires aux agents de l'ANPE, afin de leur assurer l'indépendance nécessaire à leur mission ainsi que la garantie de l'emploi.

L'adoption de ces mesures, pour lesquelles la discussion devra être ferme — le ministre ne manquera sans doute pas de l'engager avec les travailleurs de l'Agence — assurerait à celle-ci la possibilité de remplir sa mission.

Conjuguées, bien sûr, avec nos autres propositions formulées au cours de ce débat en faveur d'une véritable relance économique, ces mesures contribueraient à favoriser le placement des demandeurs d'emploi, allégeant par là la situation des familles de chômeurs. En effet, contrairement aux affirmations de certains, hier soir encore, et même — mais peut-être ai-je mal compris ! — à des propos de M. le ministre du travail, rapportés non pas dans *L'Humanité*, mais dans *Paris-Match* du 11 octobre, les chômeurs ne se complaisent pas dans leur état. (*Applaudissements sur les bancs des communistes.*)

M. Emmanuel Hamel. Vous ne citez plus la *Revue des Deux Mondes* !

M. le président. La parole est à M. Séguin.

M. Philippe Séguin. Madame et messieurs les secrétaires d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, mes chers collègues, c'est le député d'un département particulièrement touché par la crise de l'emploi qui tient à témoigner devant vous dans le très court laps de temps qui lui est imparti.

Je suis d'autant plus navré de l'absence provisoire de M. Boulin que je souhaitais lui dire combien j'apprécie son effort d'ouverture permanente à nos propositions et à nos suggestions. Je rentre donc à regret mon compliment, mais je vous fais témoins de ma mésaventure : j'avais des remerciements et des louanges à adresser au Gouvernement ; mes élan sont coupés.

Je me bornerai donc à présenter trois observations, qui, je le précise, n'engagent que moi. J'espère que vous voudrez bien les transmettre à M. le ministre, madame et messieurs les secrétaires d'Etat.

L'indemnisation du chômage, d'abord. Je sais bien qu'il y a des économistes fort compétents pour affirmer que mieux le chômage est rémunéré, plus il y a de demandeurs d'emploi. Je sais aussi que c'est de la concertation entre les partenaires sociaux que doit sortir un éventuel nouveau système d'indemnisation. Je n'ignore pas non plus les problèmes de financement de celui-ci. Je souhaiterais néanmoins vous rendre attentifs au problème particulier des travailleurs victimes de licenciements collectifs dans les régions que M. Boulin qualifiait lui-même de sinistrées.

J'ai été témoin, dans les Vosges, de la fermeture dans telle ou telle commune d'usines qui offraient l'essentiel de l'emploi. Quand les activités de substitution ne peuvent commencer avant plusieurs mois, quand, très légitimement, les ouvriers concernés entendent, comme ils le disent, continuer à vivre et à travailler

au pays, la formule de l'indemnisation à 90 p. 100 me paraît légitime. Si une réforme doit intervenir — et je ne nie pas qu'elle réponde à des besoins — qu'elle soit prudente, sélective, adaptée, et que la chasse aux abus ne nous prive pas d'une des conditions même de la réussite des conversions.

Les charges sociales, ensuite. Il n'est un secret pour personne que leur poids dans les pays industrialisés, en France en particulier, est une des raisons des difficultés de certains secteurs et, au-delà, du redéploiement mondial au profit des pays les plus en retard en matière de protection.

Je ne me joindrai pas pour autant au concert de ceux qui estiment que ces charges sont chez nous excessives et que les nécessités économiques imposent la limitation des sécurités. Je crois au contraire que notre système de protection sociale, en dépit d'imperfections, est à l'honneur de notre pays.

Il n'en demeure pas moins qu'il faut en finir avec une situation qui donne une prime aux pays qui briment leur main-d'œuvre. Dans les Vosges, il n'y aurait sans doute pas eu une telle crise du textile si la concurrence que nous font certains pays n'avait pas été déloyale. On nous a expliqué que le protectionnisme commercial n'était pas possible. Soit.

Mais, du moins, poussons les feux sur la réforme du financement des charges sociales qui sont notre principal handicap. Ce ne sont pas les rapports qui manquent sur ce point. A la faveur de cette réforme, tentons d'obtenir de nos partenaires européens, comme l'ont suggéré récemment M. Jeanneney ou M. Edgar Faure, un véritable protectionnisme social et imposons une péréquation sociale au détriment des pays dont la main-d'œuvre est sous-payée.

La structure de l'emploi, enfin. Des propositions précises ont été faites au sujet du travail féminin, du travail à temps partiel, des emplois d'intérêt collectif hors circuit économique. M. Boulin a annoncé hier qu'il étudiait ces problèmes. Il a précisé qu'il ne s'agissait pas seulement d'apporter des solutions immédiates mais aussi de préparer l'adaptation du monde du travail aux nouvelles données de l'économie, de la technologie et des mœurs.

Comment ne pas vous parler, aussi, de la durée du travail ? Nous sommes témoins des efforts du secrétaire d'Etat, M. Stoléru, pour favoriser la revalorisation de la condition des travailleurs manuels. Serait-il hardi d'estimer que la réduction du temps de travail constituerait un attrait supplémentaire ?

Au risque d'encourir les foudres du ministre du travail et de la participation et celles de M. le Premier ministre, en toute honnêteté et avec la meilleure volonté du monde, je n'ai pas réussi à me convaincre, je l'avoue, que, sous certaines réserves portant notamment sur les rémunérations et les heures supplémentaires et sur les précautions particulières à prendre pour ce qui concerne les charges sociales, une réduction progressive de la durée du travail n'aurait pas pour effet de créer des emplois.

Alors, plutôt que d'adopter une attitude négative, pourquoi ne pas tenter certaines expériences ?

Madame et messieurs les secrétaires d'Etat, il ne s'agit pas seulement pour le Gouvernement d'affirmer le bien-fondé de sa politique de l'emploi et de la conversion. Il s'agit aussi de convaincre et de provoquer l'adhésion. Or, nul ne le nierait, le Gouvernement se heurte à un certain problème de communication.

Peut-on espérer qu'il saura toujours adapter le rythme de l'effort d'assainissement à celui des créations d'emplois sains et durables ? Peut-on espérer qu'il prendra les Français tels qu'ils sont, c'est-à-dire très souvent — trop souvent — allergiques à la notion même de mobilité géographique ? Peut-on espérer qu'il trouvera toujours, pour les travailleurs privés d'emploi, le langage de l'espoir ?

Dans l'affirmative, l'adhésion sera possible et les mutations, dont nous reconnaissons le caractère indispensable, pourront s'accomplir. A cet égard, le ministre du travail et de la participation a un rôle essentiel à jouer.

En votant pour son projet de budget, nous exprimons la confiance que nous plaçons en lui. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, chargé de la formation professionnelle.

M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat. Mesdame, messieurs les députés, M. le ministre du travail et de la participation regrette vivement de ne pas pouvoir être présent en ce début de séance. Il a été parlementaire trop longtemps pour ne pas savoir combien son retard serait ressenti. Mais, vous le savez, l'ordre du jour de l'Assemblée a été modifié et M. Boulin devait se rendre impérativement ce matin à un conseil interministériel.

Il rejoindra dès que possible ses trois secrétaires d'Etat qui sont là pour vous entendre et répondre à vos questions.

M. le président. La parole est à M. Gau.

M. Jacques-Antoine Gau. Madame et messieurs les secrétaires d'Etat, une fois de plus, la discussion du budget du travail est dominée par les problèmes de l'emploi ou, plus précisément, du chômage.

Il y a un an, alors que dans les mêmes circonstances, le ministre précédent tenait à l'Assemblée des propos qui se voulaient rassurants — mais il est vrai que nous étions à cinq mois à peine des élections législatives — le nombre des demandeurs d'emploi s'élevait à 1 175 000. Depuis lors, il a progressé de 9,3 p. 100, et de 11,1 p. 100 d'un mois à l'autre, en dépit de deux pactes pour l'emploi successivement mis en œuvre, dont l'efficacité se trouve ainsi ramenée à sa véritable limite.

Votre politique a donc fait cent mille victimes de plus en un an.

Pour s'être obstinément refusés à l'indispensable relance sélective de l'économie proposée par les socialistes, pour avoir, sous prétexte de redéploiement, laissé le champ libre aux restructurations d'entreprises orientées vers la maximisation du profit, pour n'avoir trouvé comme réplique à la montée du chômage que l'arsenal des faux-semblants et des gadgets d'une politique que l'on n'ose plus appeler de plein emploi, le Gouvernement présente aujourd'hui un bilan plus lourd que jamais.

Il n'est plus un secteur économique, plus une région, qui ne soit touchée. Comme disait le bon La Fontaine : « ils ne mourraient pas tous, mais tous étaient touchés. »

M. Emmanuel Hamel. « Frappés ! »

M. Jacques-Antoine Gau. « Frappés ». Merci ! (Sourires.)

Des centaines de familles plongées dans la gêne et parfois dans la misère. Une jeunesse démoralisée parce que exclue du monde du travail, une multitude d'hommes et de femmes, pourtant forts d'une longue expérience professionnelle, rejetés parce que trop âgés, mais trop jeunes pour être admis à la retraite, voilà le monde impitoyable que votre libéralisme propose aux Français.

A côté, vos remèdes paraissent bien dérisoires. Le « pacte national pour l'emploi », je le répète, n'a rien réglé et vous devez vous-même reconnaître que moins de la moitié des stages pratiques ont été suivis d'une embauche définitive. D'ailleurs, vous n'offrez cette année de ce pacte qu'une version au rabais.

Vous continuez à refuser les mesures réclamées par l'ensemble des organisations syndicales d'abaissement de l'âge de la retraite et de diminution de la durée du travail, que nous, socialistes, voudrions voir ramener respectivement à soixante ans pour les hommes et cinquante-cinq ans pour les femmes, d'une part, à 35 heures par semaines, d'autre part.

Tout au plus, proposez-vous de réduire le nombre des heures supplémentaires que vous jugez immoral en pénalisant à la fois employeurs et salariés, mais, dans le même temps, votre collègue M. Soisson impose ces mêmes heures aux professeurs d'éducation physique, au lieu de créer des postes pour les milliers de jeunes diplômés en chômage. Comment ne voyez-vous pas que de telles contradictions enlèvent au Gouvernement toute crédibilité ?

Ces observations de caractère général étant faites, j'aborderai trois questions que mes amis socialistes et moi-même jugeons préoccupantes : les menaces qui pèsent sur la protection des travailleurs contre les licenciements abusifs, le climat de suspicion qui est entretenu à l'égard des travailleurs privés d'emploi, — nous en avons eu la preuve hier à la tribune — enfin la situation de l'UNEDIC.

Il est fréquent d'entendre dire dans les milieux patronaux que la législation sur le licenciement, telle qu'elle résulte des lois de 1973 et de 1975, constituerait un obstacle sérieux au redressement de la situation de l'emploi. En d'autres termes, que l'une des principales causes du chômage serait la difficulté qu'éprouvent les patrons pour licencier leurs salariés !

Je ne relèverai pas de tels propos s'ils n'avaient trouvé une caution de poids en la personne du Premier ministre et si, à la faveur de ce paradoxe, ne risquaient d'être remis en cause des droits durement acquis par les travailleurs.

Visitant la Haute-Savoie, M. Barre déclarait en effet, le 29 septembre dernier : « les restrictions introduites dans la législation en matière de licenciement pèsent largement sur la propension à l'emploi des chefs d'entreprise français. C'est un problème qu'il faudra examiner. Les chefs d'entreprise embaucheraient s'ils n'avaient pas la crainte de ne pas pouvoir licencier après s'être aperçus qu'ils ont fait un mauvais choix ».

Cette mise en cause de dispositions législatives qui, selon le Premier ministre, créeraient chez les chefs d'entreprise « une espèce d'inhibition » est si grave qu'elle appelle des explications du ministre du travail et de la participation. J'espère que M. Boulin répondra sur ce point.

Au demeurant, en 1973, comme en 1975, les socialistes ont voté contre les lois régissant le licenciement individuel et le licenciement pour motif économique, parce qu'ils n'y ont pas trouvé les garanties fondamentales attendues par les travailleurs : le renversement de la charge de la preuve dans le premier cas, l'obligation d'un reclassement préalable dans le second.

Ces deux lois ont si peu joué dans le sens indiqué par M. Barre que, depuis leur entrée en vigueur, le chômage n'a cessé de s'étendre et les licenciements de se multiplier. M. Beulac, prédécesseur de l'actuel ministre du travail et de la participation, ne déclarait-il pas d'ailleurs, le 25 août 1977, à Clermont-Ferrand, devant une assemblée patronale : « On connaît mal la législation sur les licenciements. Il y a plus de possibilités qu'on ne le croit dans ce domaine. »

Et le ministre du travail n'a-t-il pas lui-même affirmé, l'autre semaine, devant la commission des affaires culturelles, familiales et sociales que ni la loi de 1973, ni celle de 1975 ne sont à la source des délais qui retardent les licenciements ?

Alors, pourquoi les menaces de M. Barre ? Signifient-elles que le Gouvernement préparerait une modification de la législation qui, à défaut de la reconnaissance du droit au travail pour les travailleurs, consacrerait le droit au licenciement pour les patrons ? J'espère qu'une réponse sans équivoque sera donnée à cette question, car le Premier ministre lui, a été fort clair.

Cependant, même si les propos tenus hier par le ministre du travail tendaient à nous rassurer à cet égard, il restera que la déclaration du Premier ministre constitue un encouragement pour les employeurs à chercher une parade. Ils recourront de plus en plus aux contrats à durée déterminée. L'appel aux intérimaires des entreprises de travail temporaire va se multiplier. Le nombre des travailleurs dont l'emploi est précaire et instable sera accru.

Or de telles pratiques sont déjà fort répandues. En un an, le nombre des demandes d'emploi provoquées par des fins de contrat à durée déterminée a augmenté de 55,7 p. 100 et celui qui résulte de l'achèvement d'une période de travail intérimaire de 41,8 p. 100. Il faut condamner ces pratiques quand elles se généralisent.

Mesdames, messieurs, la montée du chômage s'accompagne inévitablement d'une détérioration du climat moral et social du pays. Elle favorise les phénomènes d'exclusion.

Ainsi un racisme latent trouve dans les circonstances actuelles l'occasion de s'exprimer à l'encontre des travailleurs immigrés. Hier jugés indispensables à l'activité nationale, ils sont aujourd'hui considérés par nombre de Français comme responsables d'une situation qu'ils subissent autant sinon plus que d'autres.

De même l'opinion est prompt à imputer le sous-emploi des jeunes à un refus de l'effort, voire à un penchant pour l'oisiveté qui caractériserait les nouvelles générations.

De tels jugements portent en eux le germe de graves divisions du corps social. En d'autres temps, dans d'autres pays, ils ont conduit sur la voie du fascisme.

Lourde est donc la responsabilité du Gouvernement lorsque, pour tenter de masquer la situation réelle, il cherche à accrédi- ter l'idée qu'il y aurait de vrais et de faux chômeurs. L'opinion ne retient pas alors les distinguos subtils que vous tentez d'établir entre demandeurs d'emploi et chômeurs, mais elle s'en tient à cette idée simple que des centaines de milliers d'hommes et de femmes profitent en réalité de la crise et d'un régime d'indemnisation trop généreux pour ne rien faire et vivre aux dépens de la collectivité.

La création de ce climat doit être vigoureusement dénoncée, il faut rétablir la vérité.

Certes, comme tout système de prévoyance sociale, le régime d'indemnisation du chômage peut entraîner quelques bavures. Tel ou tel pourra invoquer un cas jugé abusif : mais, dans son ensemble, la réalité est fort différente et les Français doivent le savoir.

Ainsi, à la fin du mois de septembre, sur 1 284 600 demandeurs d'emploi, 42,3 p. 100, soit plus de 545 000 personnes, ne percevaient aucune aide ; 17,7 p. 100 disposaient, pour toute ressource, de l'aide publique, soit de moins de 500 francs par mois ; 11,5 p. 100 recevaient seulement les allocations spéciales des Assédic, soit, suivant les cas, 40 ou 35 p. 100 de leur dernier salaire d'activité ; 14,4 p. 100 cumulant aide publique et allocations spéciales avaient un revenu représentant en moyenne 50 p. 100 à 60 p. 100 de leur salaire ; 14,1 p. 100 seulement, licenciés pour des motifs d'ordre économique, avaient droit à l'allocation supplémentaire d'attente, c'est-à-dire à 90 p. 100 de leur salaire antérieur.

De tels chiffres montrent bien, s'il en était besoin, que même réduite à sa dimension purement financière et abstraction faite de ses conséquences psychologiques et morales si épouvantes,

la situation du chômeur est bien loin d'être si enviable que certains ont l'inconscience de l'imaginer.

Il n'en demeure pas moins que le système de l'indemnisation du chômage est aujourd'hui à la source d'une double et grave préoccupation : trop complexe et inéquitable, il connaît, en outre, des difficultés financières qui menacent son existence.

Sur l'inéquité, inutile d'insister. Je viens de rappeler les différentes catégories de bénéficiaires, et cela me paraît suffisamment éloquent.

Comment justifier que le chômeur le mieux indemnisé perçoive chaque jour, comme c'est le cas actuellement, autant que le moins bien garanti des chômeurs en un mois ? Comme la maladie, la vieillesse, le chômage aggrave les inégalités sociales.

Il est donc indispensable de réexaminer le système. S'il appartient aux organisations syndicales et professionnelles de rechercher un accord, nous ne pouvons rester indifférents à la négociation et à ses résultats.

La réforme devrait, selon nous, s'ordonner autour de quelques principes simples.

Toute personne involontairement privée d'un emploi, et notamment les jeunes et les femmes à la recherche d'un premier emploi, devrait être assurée d'un revenu. En aucun cas, le montant de celui-ci ne devrait être inférieur à une somme avoisinant le SMIC. S'il s'établit en fonction d'une activité de référence, il faudrait qu'il dépasse la moitié du revenu d'activité. Enfin, ce revenu devrait résulter d'une réglementation simplifiée, notamment par la suppression des distinctions existant en fonction de l'origine du chômage. Il faudrait le verser dans le cadre d'un système unifié d'indemnisation.

Pour les travailleurs privés d'emploi et âgés de plus de soixante ans, en attendant que l'ouverture des droits à la retraite soit, comme nous le demandons, ramenée à cet âge, un rapprochement devrait être opéré entre le système actuel de garantie de ressources et l'assurance vieillesse.

Reste le problème du financement. Il est, à vrai dire, essentiel.

En 1958, lorsqu'a été institué, par la voie conventionnelle, le régime de l'UNEDIC, notre pays connaissait alors une situation proche du plein emploi. Il a fallu attendre 1965 pour que le nombre des allocataires indemnisés en fin de mois par les ASSEDIC atteigne 50 000. En 1970, ils étaient encore moins de 150 000. Aujourd'hui, ils sont au nombre de 650 000 !

L'accroissement des charges supportées par le régime est donc considérable. La crise financière qui sévit aujourd'hui s'explique aisément.

D'ailleurs, dans cette crise, l'Etat porte une quadruple responsabilité :

En 1967, par voie d'ordonnance, le Gouvernement a provoqué une généralisation du système. Il a pris, à cette occasion, certains engagements, en particulier concernant le maintien de la parité entre l'allocation d'aide publique et l'allocation minimale des ASSEDIC, mais il ne les a pas tenus. D'où un surcroît de charge pour le régime conventionnel.

En 1974, il a mis en demeure les partenaires sociaux, plus précisément le patronat, d'instituer le régime de couverture à 90 p. 100 des licenciements pour motif économique. Le Gouvernement ne s'est pas privé à l'époque d'en tirer parti sur le plan politique.

En 1977, il a, dans les mêmes conditions, poussé les partenaires sociaux à étendre le bénéfice de la garantie de ressources aux salariés démissionnaires de plus de soixante ans sans apporter le moindre appui financier.

Enfin et surtout, par sa politique économique, le Gouvernement a conduit le pays dans la situation de crise que nous connaissons.

Il est donc inacceptable que le Gouvernement se retranche maintenant derrière le respect de négociations contractuelles pour justifier sa carence. Il doit intervenir pour contribuer à régler la crise financière du système d'assurance chômage. Il doit indiquer au Parlement ce qui sera entrepris dans ce sens.

Mesdames, messieurs, quel lourd bilan ! Au moment où les plus hautes autorités de l'Etat s'affirment décidées à renforcer la sécurité des Français, rien de sérieux n'est entrepris contre la pire des violences qu'ils subissent : le chômage.

Impuissant à redresser la situation économique, incapable d'imposer aux entreprises une politique de l'emploi, apparemment indifférent aux difficultés financières de l'assurance chômage, ainsi es présente devant nous le ministre du travail et de la participation.

Si je dois résumer en une question le sentiment que ressentent en plus en plus grand nombre les Français devant

tant de carences, je demanderai : « Mais à quoi donc sert le Gouvernement ? » (Applaudissements sur les bancs des socialistes.)

M. le président. La parole est à M. Hamel.

M. Emmanuel Hamel. Madame et messieurs les secrétaires d'Etat, à quoi sert le Gouvernement, vient de vous demander avec son talent bien connu notre collègue M. Gau.

La réponse, vous la connaissez déjà : il doit servir à réfuter certaines analyses délibérément pessimistes, à expliquer inlassablement les véritables problèmes, à trouver des solutions et, progressivement, mais de plus en plus vivement, à faire comprendre aux Français l'analyse exacte de la situation dans un climat de solidarité nationale vécue.

En revanche, est-ce vraiment rendre service aux travailleurs, dont les députés de la majorité sont aussi solidaires que ceux de l'opposition, que de noircir intentionnellement le tableau d'une situation économique préoccupante quitte à plonger dans le désespoir des hommes à qui l'on tente de faire accroire que la crise ne peut être réglée à cause de l'impéritie de leur Gouvernement qui, manifestant quelque penchant sadique, voudrait faire souffrir les travailleurs.

Or la crise est mondiale, nous le savons tous, hélas, dirai-je pour traduire mon sentiment de solidarité avec les classes ouvrières des autres pays. En Europe, toutes les économies sont frappées. Dans des pays à gouvernement d'inspiration socialiste, qui mettent en pratique des politiques proches, semble-t-il, de celles préconisées par le Programme commun, la situation de l'emploi est encore plus préoccupante que chez nous, où elle va s'améliorer sans doute en raison des mesures prises ou en préparation. Il n'y a que deux seuls pays en Europe où cette situation est moins grave : l'Allemagne et la Suisse.

Puisque nombre des orateurs qui m'ont précédé ont traité du respect dû aux travailleurs immigrés, en rappelant, à juste titre, leur participation au développement de la prospérité de la France avant que ne s'abatte sur elle la crise mondiale, puis-je marquer qu'il est tout à notre honneur de ne pas avoir usé, à leur égard, des procédés employés par des gouvernements étrangers qui, par charters entiers, les ont renvoyés chez eux. La politique française, vous le savez, est tout autre. (Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Néanmoins, et il faut que le Gouvernement le sache, dans les usines, les villes ouvrières, certains tentent d'instaurer un climat de lutte de classes, voire de haine et il est systématiquement entretenu. La plus grande incompréhension règne. Pour résoudre cette difficulté, pour qu'il y ait psychologiquement une meilleure ambiance, vous vous devez, représentants du Gouvernement, d'expliquer inlassablement.

J'ai l'honneur d'avoir été élu député dans une circonscription très ouvrière, à Givors, et, sur le chômage, je puis vous fournir un témoignage personnel.

Le chômage est dur à supporter lorsqu'il frappe un membre de votre famille ce qui est mon cas. Comment imaginer alors que les députés de la majorité, dont un grand nombre ont été également élus dans des circonscriptions à large majorité ouvrière, seraient insensibles à ces problèmes ? Nous vivons comme vous, mesdames et messieurs de l'opposition, au milieu de la classe ouvrière. Nous avons des frères et des sœurs. Nous sommes pères et mères de famille. Au sein de nos propres familles, nous éprouvons la tristesse de jeunes qui cherchent depuis des mois un emploi. Parmi nos frères, il en est qui, âgés de cinquante ans, ont écrit vainement des centaines de lettres depuis des mois pour trouver du travail. Alors, je vous en prie, que les membres de l'opposition cessent enfin de nous intenter des procès d'intention ! (Applaudissements sur plusieurs bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Tout à l'heure un de vos collègues a regretté de n'avoir pas, en face de lui, le ministre du travail et de la participation, retenu ce matin par une réunion interministérielle. Cette absence lui aurait coupé son élan.

Ma réaction sera différente. Puisque nous avons le privilège de pouvoir nous adresser à trois secrétaires d'Etat, je leur poserai quelques questions qui relèvent de leurs attributions.

Madame le secrétaire d'Etat, vous êtes chargée de promouvoir l'emploi féminin et le respect des femmes dans le monde du travail. Lourde charge : quelles mesures envisagez-vous de prendre pour développer la formation professionnelle des femmes ? Quelles solutions entrevoyez-vous, après quelques mois d'expérience dans votre fonction ? Vous connaissez les aspirations des femmes. Nombre d'entre elles ont encore des enfants à charge. D'autres les ont déjà élevés et elles souhaiteraient consacrer une partie de leur temps à leur foyer et l'autre à l'exercice d'une profession, ce qui explique l'attrait qu'elles éprouvent pour

le travail à temps partiel. Celui-ci donne une certaine liberté devant le travail. Il offre la possibilité d'organiser sa vie dans la liberté en conciliant travail et foyer. Que faire pour développer le travail à temps partiel, moins pratiqué en France qu'à l'étranger, certains de mes collègues l'ont déjà observé.

Voici un autre problème grave. Comment réinsérer dans la vie professionnelle des mères de famille qui jugent que leurs enfants sont assez grands pour pouvoir se passer de leur présence permanente à la maison. Existe-t-il des solutions susceptibles de ne pas trop alourdir la charge des entreprises ?

De plus, à travail égal, il faut assurer l'égalité des salaires entre les hommes et les femmes. Qu'entendez-vous faire pour que certaines anomalies dans ce domaine cessent enfin ? Comment pourrez-vous permettre aux femmes d'accéder au plus grand nombre de métiers possible ? Quels sont vos projets dans ce domaine ?

Pour votre part, monsieur le secrétaire d'Etat chargé des travailleurs manuels, vous avez, nous le savons, plusieurs projets en préparation. A quel rythme pensez-vous réaliser le fameux projet PARTAGE ?

D'abord, pour ce qui a trait à la participation institutionnelle, dans les semestres, les trimestres, voire les mois à venir, prévoyez-vous d'étendre encore le bénéfice de la participation par la modification des institutions qui la régissent actuellement ?

S'agissant de la participation financière, quand donc la commission des finances et l'Assemblée seront-elles saisies du texte qui est en cours d'élaboration pour que, dès l'année prochaine, des actions soient distribuées aux salariés dans une proportion de 5 p. 100 du capital, dans une première phase, afin d'accélérer la venue de la deuxième phase au cours de laquelle tous les travailleurs français deviendront plus activement copropriétaires des actifs industriels de la France ?

Enfin, en ce qui concerne la participation sociale, plus précisément l'organisation d'une plus grande participation des travailleurs à la vie de leur entreprise, j'ai éprouvé cette nuit une grande satisfaction en entendant M. le ministre du travail et de la participation nous entretenir de son projet tendant à modifier le régime juridique de la vie dans les ateliers pour y accroître réellement la participation.

Est-il exact que ce projet consiste, dans un premier temps, à imposer aux entreprises — encore que nombre d'entre elles en aient déjà compris la nécessité et tenté des réalisations — d'inclure dans leur budget annuel un crédit minimum destiné à améliorer les conditions de travail ? Dans un second temps, les sommes disponibles seraient affectées au niveau même des ateliers par les ouvriers de ces ateliers.

Quand tous ces projets verront-ils le jour ?

Pour terminer, car je ne dispose que de fort peu de temps, je manifesterai ma satisfaction d'avoir entendu hier le ministre du travail et de la participation évoquer la suggestion que va formuler le Gouvernement français auprès des instances européennes dans le cadre des institutions communautaires : il s'agit de promouvoir une réflexion active pour arriver enfin à une accélération souhaitable du mouvement vers l'harmonisation des législations sociales européennes.

Certains collègues de l'opposition craignent que cette harmonisation ne se traduise par un nivellement par le bas. Je ne le pense pas, au contraire. A cet égard, M. Abelin a déjà cité le Premier ministre : nous sommes dans un pays affronté à la réalité de la compétition internationale. Le plein emploi dépend de l'équilibre du commerce extérieur et celui-ci de la croissance.

Or le taux de croissance tient, en grande partie, à la compétitivité de nos prix par rapport à ceux des pays étrangers.

Au fond, l'obstacle le plus important, actuellement, pour mettre un terme à la situation que nous connaissons, et pour améliorer sensiblement le niveau et les conditions de vie des travailleurs et la qualité de la vie en général, c'est la concurrence étrangère, dont la pression est très forte.

Si, dans le cadre de la Communauté économique européenne, les législations sociales s'harmonisent au niveau le plus élevé, la voie sera largement ouverte à une amélioration considérable du niveau de vie des travailleurs. C'est ce que nous souhaitons.

Madame et messieurs les secrétaires d'Etat, j'attends avec impatience les réponses aux questions que je vous ai posées, et j'espère que vous garderez au moins de ma brève intervention le souvenir de la vérité que j'exprimais tout à l'heure.

Je crois que les Français, et notamment la classe ouvrière, commencent à comprendre, grâce aux explications que vous leur donnez, que la crise est hélas ! mondiale. Mais que cela ne vous conduise pas — nous sommes persuadés que ce ne sera pas le cas — à différer les réformes de structures, nécessaires et à renoncer à promouvoir le progrès social.

Le chômage ne disparaîtra pas demain. Les problèmes que suscite son indemnisation se poseront encore dans les trimestres, les semestres et même les années à venir. C'est à une solidarité nationale plus active qu'il faut faire appel pour les résoudre. (Applaudissements sur les bancs de l'Union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. le président. La parole est à M. Legrand.

M. Joseph Legrand. Mesdames, messieurs, l'examen des crédits consacrés aux travailleurs immigrés ne peut être qualifié que par un seul mot : désengagement.

Désengagement par la baisse de moitié de la contribution patronale, ce qui donne un coup d'arrêt de la construction de logements ; désengagement par la liquidation de l'association pour l'enseignement du français.

Désengagement encore par la baisse des crédits qui concernent plus de 4 millions de personnes.

Quant à cette merveilleuse trouvaille qu'est l'aide au retour, nous la considérons comme un véritable marché de dupes ! Ce « pécule », déjà réduit de 20 p. 100 l'an dernier ne tient pas compte de l'inflation. Il représente moins que les indemnités de chômage versées par les ASSEDIC et supprime les droits et avantages acquis.

Enfin, la subvention du ministère du travail au fonds d'action sanitaire et sociale diminue de 36,2 p. 100.

En revanche, le ministre du travail et de la participation engage toute son autorité pour organiser des départs au rabais et le chantage à la carte de séjour, pour interdire par le décret du 11 novembre 1977, le travail des familles d'immigrés.

Après avoir été le pourvoyeur d'une immigration massive, très rentable pour les grandes sociétés capitalistes, le Gouvernement, en accord avec le CNPF tente de culpabiliser les travailleurs immigrés, en les désignant comme la cause de tous les maux. Ils seraient responsables du chômage et du déficit de la sécurité sociale. Bref, ils coûteraient trop cher à la France !

Les quatre millions d'immigrés qui vivent en France ne sont pas la cause de la crise que nous connaissons. Ce ne sont pas les immigrés qui démantèlent des secteurs entiers de notre économie, qui exportent massivement nos capitaux, qui redéplient l'économie en vue de profits immédiats.

Les responsables ce sont : le système capitaliste, la politique d'austérité du pouvoir et l'aggravation de l'exploitation patronale.

Les déclarations de M. le Président de la République prônant la fraternité et la justice sont contredites par les mesures prises par son Gouvernement.

En fait, les explications officielles cachent mal la réalité. Elles tentent de justifier les licenciements prioritaires et l'expulsion arbitraire de milliers d'immigrés. Elles nourrissent le racisme et la xénophobie, favorisent les ignobles attentats racistes. Toulouse nous en offre aujourd'hui un bien triste exemple.

Comme vient de le réclamer mon ami Nilès dans une question écrite : il faut que justice soit rendue.

En vérité, vous ne voulez pas arrêter l'immigration : vous voulez en changer la nature.

Dans son numéro du 30 juin 1978 *Le Nouvel Economiste* écrivait : « Les immigrés du Sud-Est asiatique vont remplacer tout le monde. »

Le responsable à l'embauche chez Citroën disait : « Nous n'avons pas ressenti le coup de frein à l'immigration : 2 000 embauches à Simca, presque autant à Citroën, un peu moins à Renault. C'est la lune de miel, ils sont sérieux, disciplinés et ils ont une allergie au syndicalisme qui ne déplaît pas. »

Voilà le rôle que vous voulez faire jouer à cette nouvelle immigration. Il y aurait 40 000 immigrés par an, dont 1 000 immigrés du Sud-Est asiatique tous les mois. Est-ce vrai, monsieur le secrétaire d'Etat chargé des travailleurs manuels et immigrés ?

Il faut stopper l'immigration, dit-on. Mais les immigrés qui vivent en France doivent, en toute liberté, avoir le choix entre retourner chez eux ou rester dans notre pays.

Pour qu'un tel choix soit réellement libre, il faut mettre fin aux départs forcés, aux expulsions arbitraires, il faut donner à l'association pour l'enseignement du français les moyens nécessaires, assurer une formation professionnelle en vue du retour, respecter les droits acquis.

Le budget que vous nous présentez ne prévoit rien pour les immigrés désireux de rester chez nous, rien pour assurer leur insertion harmonieuse dans les villes.

Il faut que cesse cette méthode qui consiste à les « parquer », plus particulièrement dans certaines de nos villes où un seuil trop élevé d'immigrés contribue à la création de ghettos dont nous ne voulons pas ! A ce sujet, il faut réformer les structures de la SONACOTRA et réorienter son action.

Nous demandons que les immigrés qui vivent sur notre sol soient considérés comme des hommes à part entière, qu'ils ne soient plus en butte aux tracasseries administratives, aux intolérables contrôles policiers, qu'ils ne soient plus soumis à l'arbitraire, qu'ils aient le droit au travail, à un logement décent et à la liberté. Nous demandons, en un mot, qu'ils aient les mêmes droits que l'ensemble des travailleurs qui contribuent à l'essor de notre pays.

C'est dans ce sens qu'ouvrent les députés communistes, aux côtés de ces travailleurs qui aspirent à mieux vivre. (*Applaudissements sur les bancs des communistes.*)

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, chargé des travaux manuels et immigrés.

M. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat. Mesdames, messieurs, tout en m'efforçant d'être bref, je voudrais répondre aux questions qui m'ont été posées à propos des deux secteurs qui sont de ma compétence : le travail manuel et les travailleurs immigrés.

En ce qui concerne le travail manuel, M. Boulay qui, me semble-t-il, s'est exprimé plus à titre personnel qu'au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales, s'est étonné de la timidité de notre politique par rapport aux objectifs que nous voulons atteindre. Il a cependant reconnu que cette politique allait dans le bon sens.

Certains pays européens, d'un niveau industriel proche du nôtre, ont mis en place des structures sociales qui réservent une meilleure place aux travailleurs manuels que celle que nous leur faisons en France. Il est indéniable que nous ne pouvons pas modifier en quelques mois une situation dont les causes sont profondes et lointaines. Nous devons donc mener une action persévérante et continue.

Mais le fait que nous procédions par étapes ne signifie pas que notre politique soit timorée. En effet, l'effort que nous accomplissons chaque année représente le maximum de ce qui est compatible avec la situation de notre industrie et de notre économie.

C'est ainsi qu'en matière de salaires, nous nous efforçons de donner un peu plus chaque année aux travailleurs manuels qu'aux autres. La crise ne fait pas obstacle à cette politique car il est toujours possible d'accorder davantage aux catégories prioritaires qu'aux autres.

Tel a été le cas en 1978 dans le cadre des accords concernant les branches prioritaires définies par le Premier ministre. Si vous examinez la quinzaine de conventions qui ont été signées avant l'été, vous constaterez que les travailleurs manuels ont été effectivement les premiers concernés et qu'ils ont bénéficié d'augmentations de salaires plus rapides que les autres. Nous continuerons dans cette voie.

M. Bêche a parlé du « bataillon » des travailleurs manuels, comme s'il s'agissait d'une armée que l'on enverrait en manœuvre. Mais notre politique vise précisément à éviter d'en faire un bataillon à part et, au contraire, à les intégrer le mieux possible dans la société française en supprimant les cloisonnements, qui sont encore trop nombreux.

C'est pourquoi je m'étonne que Mme Leblanc se soit indignée du fait que des centres de formation professionnelle prépareraient à des CAP de métiers manuels des jeunes possédant le baccalauréat ou des diplômes d'enseignement supérieur.

Je ne pense pas que ce soit une régression. J'estime qu'il n'existe pas de contradiction fondamentale entre un certain niveau de culture générale et l'exercice d'un travail manuel. Je suis de ceux qui pensent que l'on peut être maçon et bachelier. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. Jean-Yves Le Drian. Et chômeur !

M. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat. Toujours en ce qui concerne le travail manuel, M. Abelin a eu raison d'insister sur une nécessaire harmonisation des législations européennes. Tous les pays de la Communauté doivent progresser à un rythme similaire. Dans certains domaines, nous accusons un retard par rapport à nombre de nos partenaires — notamment l'Allemagne fédérale. Nous devons le combler. Dans d'autres domaines, au contraire, nous sommes plutôt en avance. Le Bureau international du travail l'a reconnu en ce qui concerne le travail posté en continu. Quant au décret que j'ai fait adopter en juillet 1977 pour interdire la prolifération abusive de nouvelles formes de travail posté, il est unique en Europe. Nous avons demandé à la Commission de Bruxelles qu'elle veuille bien conseiller à tous les gouvernements européens de prendre la même disposition.

Il est bien certain, en effet, que nous nous plaçons, sur le plan de la concurrence, dans une situation difficile si notre législation était nettement plus avancée que celle de nos partenaires.

Le problème du travail clandestin a été soulevé par MM. Abelin et Noir. Dans la période actuelle de chômage — plus encore que jamais — le travail noir est inacceptable.

D'une part, il constitue un détournement d'emplois. En effet, la suppression de ce fléau entraînerait, à n'en pas douter, la création de plusieurs milliers d'emplois qui offrent une protection sociale normale. D'autre part, il concurrence les artisans qui paient normalement leurs charges sociales et fiscales. Comme très souvent, les « bons » font les frais du comportement des « mauvais ».

Il en va de même en matière de protection sociale. La vie quotidienne offre de nombreux exemples de personnes qui, bénéficiant de l'indemnisation du chômage à 90 p. 100, en profitent pour travailler au noir et toucher ainsi un deuxième salaire. Ces comportements ne sont pas habituels, mais ils constituent des abus d'autant plus graves qu'ils aboutissent à esroquer un système de protection sociale, et donc à priver de cette protection ceux qui en ont le plus besoin.

M. Séguin a parlé de la durée du travail. Comme lui, j'estime qu'il ne faut pas globaliser ce problème.

Nous avons déjà expliqué qu'en période de crise on ne peut pas offrir les trente-cinq heures de travail par semaine, sans diminution de salaire, et la cinquième semaine de congés payés. Mais, dans certains cas, et sous certaines conditions, la diminution de la durée du travail pourrait aider à résorber le chômage. Dans cette optique, nous songeons à l'introduction de la demi-équipe supplémentaire, au-delà de quatre équipes, pour le travail posté. Par ailleurs, la loi sur le repos compensatoire, que le Parlement a adoptée sur mon initiative et qui s'est appliquée en trois étapes, de 1976 à 1978, conduit la plupart des entreprises à ramener la durée hebdomadaire du travail au-dessous de quarante-deux heures.

M. Boulin, de son côté, a indiqué que les heures supplémentaires pourraient être pénalisées, de façon à encourager le retour à des horaires proche des quarante heures. Ce souci est également le nôtre.

Je connais trop les problèmes que rencontrent les habitants des Vosges, où je travaille en commun avec M. Séguin sur les problèmes d'emplois, pour négliger une quelconque méthode de lutte contre le chômage, et la réduction de la durée de travail en est une.

MM. Hamel, Bêche et Madelin ont parlé de la participation. Je répondrai seulement sur le projet de participation dans l'atelier dont je suis plus spécialement chargé et dont nous discutons actuellement avec des syndicats et des industriels.

Nous le soumettrons au Gouvernement, vraisemblablement d'ici à la fin de l'année. Si le Gouvernement l'adopte, il sera sans doute présenté à l'Assemblée au cours de la prochaine session de printemps.

M. Bêche a ironisé sur la peinture des ateliers. Sans exagérer son importance, j'ai utilisé cet exemple dans un article consacré à la répartition des pouvoirs dans l'entreprise.

Actuellement, les pouvoirs sont extraordinairement concentrés au sommet. En disant cela, je pense aussi bien à la direction vers laquelle tout remonte par la voie hiérarchique qu'aux comités d'entreprise et aux instances centralisées des syndicats. Nous souhaitons donner aux travailleurs le droit à la parole et leur permettre de participer vraiment à la vie de l'entreprise. Il devrait en être de même pour toute la vie civique du pays.

Au sujet des travailleurs immigrés, les deux rapporteurs, MM. Jans et Derosier, ont développé à peu près les mêmes thèmes.

Je puis assurer M. Jans que les quatre observations de la commission des finances feront l'objet de ma part d'un examen particulièrement attentif.

Il ne faudrait surtout pas croire que, parce qu'il a clairement manifesté sa volonté de faciliter le retour des travailleurs immigrés dans leur pays, le Gouvernement se désintéresse de ceux qui restent en France. Nous devons tenir compte de la réalité économique des dix prochaines années, et non pas seulement des six mois à venir. Après une période de forte immigration, il est probable que le nombre des travailleurs immigrés diminuera. Cependant, il est évident que, pendant longtemps encore, et sans doute toujours, des centaines de milliers de travailleurs immigrés et leurs familles demeureront en France. Nous devons donc poursuivre la politique engagée depuis quatre ans pour améliorer leur formation, leurs conditions de logement et favoriser leur alphabétisation et l'action culturelle. Il faut en finir avec cette dialectique primaire qui consiste à opposer fictivement une politique favorable au retour à une politique d'amélioration des conditions de vie de ceux qui restent en France.

Je remercie M. Hamel d'avoir souligné que la France n'a pas choisi la voie de la facilité, contrairement à certains pays européens qui ont tenté de réexporter leur chômage, non par charters mais par trains entiers, faisant preuve d'une brutalité et d'une discrimination qui ne nous paraissent pas un modèle à suivre.

MM. Philippe Séguin et Emmanuel Hamel. Très bien !

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat. La France, depuis cinq ans, a eu le courage de se comporter correctement — c'est d'ailleurs la moindre des choses pour le pays berceau des Droits de l'Homme — mais nous ne devons pas, pour autant, nous dissimuler les réalités. Notre politique consiste à traiter avec dignité les travailleurs immigrés qui ont construit avec nous la France d'aujourd'hui, tout en essayant de favoriser, dans les prochaines années, le retour au plein emploi. Ces deux objectifs ne sont nullement inconciliables.

Il n'existe pas de différence fondamentale entre l'aide au retour, qui consiste à proposer à certains travailleurs immigrés de quitter le marché de l'emploi, et l'accord de pré-retraite qui consiste à proposer aux personnes âgées de plus de cinquante-cinq ans de faire de même. L'inspiration est identique.

Contrairement à ce qu'a affirmé M. Legrand, il n'y a pas de désengagement financier de l'Etat pour le logement et l'alphabétisation des travailleurs immigrés.

Les crédits prévus permettront, en 1979, de construire de nouveaux foyers et un effort exceptionnel de rénovation sera entrepris. En effet, 200 millions de francs seront consacrés à la rénovation des foyers, chiffre dont on mesurera l'importance si on le compare aux 300 millions de francs qui seront affectés à la rénovation du parc HLM.

De même, les crédits destinés à l'alphabétisation des travailleurs immigrés et de leurs familles progresseront en 1979 et en 1980.

La dissolution de l'association pour l'enseignement des étrangers n'est que la conséquence d'une gestion déplorable reconnue par tous. Tous nos efforts ne nous ont pas permis de parvenir à un accord pour aboutir à une gestion normale. Eh bien, la sanction naturelle d'une gestion irresponsable, c'est la faillite et la dissolution. Mais le budget pour l'alphabétisation n'en a pas pour autant diminué d'un centime. J'aimerais donc que l'on s'intéresse un peu plus à ceux qui reçoivent les cours de formation et un peu moins à ceux qui font de l'administration dans des associations irresponsables ! (Applaudissements sur les bancs de l'Union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Pour calmer les appréhensions bien naturelles que l'on pourrait éprouver pour les travailleurs immigrés, j'indique que, d'ores et déjà, plus du tiers des cours de formation qui étaient dispensés par l'AEF ont été repris par d'autres associations. Pour assurer les deux autres tiers des cours, pour lesquels les moyens financiers existent et sont même en augmentation par rapport au dernier budget, de nombreuses associations sont en train de se constituer. M. Derosier s'est étonné qu'un préfet ait refusé de donner l'agrément à une association qui vient de se constituer dans la région parisienne. C'est tout simplement parce qu'elle arrive trop tard, et que les cours qu'elle proposait d'assumer sont déjà repris par d'autres associations.

M. Derosier a qualifié de « gadget » la semaine du dialogue entre les Français et les immigrés que mon secrétariat d'Etat organisera du 19 au 26 novembre prochain. Paradoxalement, quelques instants auparavant, il exaltait le droit à la différence, et nous sommes bien, sur ce point, d'accord avec lui. Abandonnons les attitudes primaires du type : « Aïmons-nous les uns les autres, nous sommes tous pareils », pour faire comprendre aux Français qu'on peut parfaitement être différents et vivre ensemble. Cette campagne sera précisément consacrée au droit à la différence, sous le thème « Mieux se connaître pour mieux se comprendre ».

Nous souhaitons que les Français arrivent à accepter dans leur pays l'existence de communautés étrangères qui ont des traditions et des cultures différentes, de la même manière que nous souhaitons que les traditions régionales françaises puissent se développer sans que, pour autant, se créent des conflits entre nos concitoyens.

M. Legrand semble préoccupé par l'arrivée d'immigrés du Sud-Est asiatique qui viendraient prendre le relais des travailleurs immigrés qui regagnent leur pays. Eh bien oui, monsieur Legrand, le Gouvernement français accueille en ce moment des immigrés venant du Sud-Est asiatique, et ce sont même les seuls qu'il accueille.

M. Antoine Gissinger. Très bien !

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat. Nous avons mis un verrou à l'immigration, si bien qu'il n'entre plus en France actuellement que les réfugiés politiques, au sens de la convention de

Genève, et un contingent de réfugiés du Sud-Est asiatique, venant du Viet-Nam, du Laos et du Cambodge. Vous semblez vous en étonner, sans doute parce que vous ne comprenez pas pourquoi, chaque mois, cinq cents personnes viennent se réfugier en France après avoir fui des paradis fondés sur le marxisme. (Applaudissements sur les bancs de l'Union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

Mais, sur le plan humanitaire, je vois mal comment vous pourriez contester à notre pays le droit et le devoir d'accueillir quelques-uns — trop peu malheureusement — de ces réfugiés.

J'étudie personnellement la possibilité d'accueillir également un certain nombre de ressortissants libanais qui, eux aussi, viennent d'un pays qui subit des déchirements très douloureux.

M. Philippe Séguin. Très bien !

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat. La France ne doit pas rester indifférente à ces drames, même si la situation de l'emploi est difficile. (Applaudissements sur les mêmes bancs.)

Les responsabilités du travail manuel et du travail des immigrés sont difficiles à assumer, mais, en fait, elles sont liées. Plusieurs orateurs ont d'ailleurs évoqué la solidarité, au sein de la classe ouvrière, entre travailleurs manuels et travailleurs immigrés. Cependant, je considère ce lien dans une optique peut-être légèrement différente. Ce qui me paraît inacceptable, c'est d'avoir une conception du travail des immigrés purement utilitariste. J'entends souvent dire que les travailleurs immigrés doivent rester en France parce qu'ils nous sont utiles. Eh bien, non, ils doivent y rester parce qu'il nous appartient de respecter les Droits de l'Homme et certains principes !

Je ne peux pas accepter qu'un certain esclavagisme industriel moderne puisse amener certains à considérer que les travailleurs immigrés doivent être affectés à des tâches dont les Français ne veulent pas. Je considère, au contraire, que toutes les tâches nécessaires au développement économique de notre pays doivent pouvoir être effectuées par les Français, quitte à revaloriser notablement certaines d'entre elles. Les travailleurs immigrés doivent trouver leur place aux côtés des travailleurs français pour accomplir les mêmes tâches. Il ne peut être question de les réemployer dans des emplois qui leur seraient réservés. (Applaudissements sur les bancs de l'Union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)

M. Jean Fontaine. Cela ne doit pas être unilatéral !

M. le président. La parole est à Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, chargé de l'emploi féminin.

Mme Nicole Pasquier, secrétaire d'Etat. Mesdames, messieurs, le principe de la liberté du travail est inscrit dans la législation. La liberté des femmes françaises de travailler ou de s'arrêter de travailler lorsqu'elles l'estiment opportun, la liberté du choix de leur travail sont au cœur de nos préoccupations.

Il ne doit plus y avoir de métiers masculins et de métiers féminins. La ségrégation, la concentration des femmes dans quelques secteurs professionnels est une source de discrimination au niveau de l'embauche et des salaires.

C'est pourquoi le Gouvernement a engagé depuis quelques semaines une politique d'information et d'orientation pour ouvrir tous les métiers aux femmes. M. Clément a bien voulu le souligner hier, et j'en ai été très heureuse.

Actuellement, les femmes sont concentrées dans quelques secteurs seulement. Ainsi, 60 p. 100 des femmes salariées sont employées dans neuf types d'emplois : ouvrière spécialisée, personnel de secrétariat, employée de bureau, manœuvre, vendeuse, ouvrière qualifiée du travail des étoffes, nettoyage de bureaux, magasinage, conditionnement et manutention.

J'ajoute que 66 p. 100 des femmes travaillent dans le secteur tertiaire. Dans l'apprentissage, trois métiers — coiffure, aide préparatrice en pharmacie et vendeuse — comptent 90 p. 100 de femmes.

Ce cloisonnement du marché du travail explique pourquoi dans une large mesure les femmes accèdent plus difficilement à l'emploi que les hommes et pourquoi leurs rémunérations sont, en moyenne, moins élevées.

L'action décidée par le Gouvernement pour ouvrir tous les métiers aux femmes et réorienter celles-ci implique un financement. Au demeurant, des crédits existent déjà, tels que les contrats emploi-formation, les stages de mise à niveau, les stages organisés par l'association pour la formation professionnelle des adultes, les subventions du fonds pour l'amélioration des conditions de travail — le FACT — destinées à l'aménagement des postes de travail.

En outre, un fonds expérimental a été ouvert au ministère du travail et de la participation. Doté, pour 1979, de 5 millions

de francs, il permettra d'intervenir de façon souple pour éliminer les freins et les obstacles de natures diverses qui pourraient empêcher l'action d'aboutir.

J'ai envoyé des instructions aux directeurs départementaux du travail et aux préfets. J'ai expliqué cette action au cours des déplacements que j'ai effectués dans le cadre du pacte national pour l'emploi ; j'en ai discuté avec les organisations syndicales et avec le patronat. Je crois pouvoir affirmer que l'accueil fait à ces propositions à travers toute la France a été très favorable.

Les progrès de la technique et l'amélioration des conditions de travail rendent aujourd'hui possible l'orientation des femmes vers tous les métiers, ceux, par exemple, de l'artisanat. Pourquoi y a-t-il si peu de femmes dans ce que l'on appelle les métiers de bouche ? Pourquoi y a-t-il si peu de femmes dans l'industrie, et surtout dans des postes qualifiés ? Depuis quelques mois les femmes peuvent accéder, par exemple, aux fonctions d'inspecteur ou de commissaire de police. Tous les métiers doivent être ouverts aux femmes. C'est pour elles une question de liberté.

M. Hamel a insisté avec raison sur la nécessité d'améliorer la formation professionnelle des femmes. Il est évident qu'à travers cette action d'ouverture il ne s'agit pas de pousser les femmes vers des métiers auxquels elles ne souhaitent pas accéder ou vers des emplois d'ouvriers spécialisés. La formation professionnelle est donc un élément fondamental de cette politique, en particulier pour les jeunes. Je rappelle d'ailleurs que toutes les écoles professionnelles sont ouvertes aux hommes et aux femmes, sans aucune exclusive.

Comme M. Hamel l'a souligné, il faut aussi favoriser la réinsertion professionnelle des mères de famille. Elles ne sont pas exclues de la formation professionnelle comme beaucoup le croient. Je rappelle qu'elles peuvent bénéficier de stages de reconversion subventionnés par la formation professionnelle des adultes. Cette possibilité est encore mal connue.

Je voudrais rappeler également l'existence des centres « Retra-vailler », fondés par Evelyne Sullerol. Ces centres se développent dans toute la France ; ils apportent aux femmes une préformation qui leur permet ensuite d'entrer dans la vie active après une interruption quelquefois très longue.

Monsieur Frelaut, vous avez dit que l'aide publique n'était pas accordée aux femmes chefs de famille. Je tiens à dire que le Gouvernement mène une action dynamique en faveur de l'emploi des femmes, et il a privilégié l'accès à l'emploi. Toutes les formations sont ouvertes à ces femmes chefs de famille pour leur permettre de reprendre une activité professionnelle si elles le désirent. De plus, cette année, le pacte national pour l'emploi a été largement ouvert aux femmes chefs de famille, qui peuvent bénéficier de toutes les mesures prévues en faveur des jeunes. Le contrat emploi-formation, par exemple, semble répondre à leurs préoccupations.

Il s'agit là d'une politique dynamique et non d'une politique d'assistance. Je rappellerai toutefois l'existence de l'allocation de parent isolé, dont les femmes chefs de famille peuvent bénéficier.

M^{lle} Abelin, Sourdille et Hamel ont traité du travail à temps partiel.

Il est vrai que le travail à temps partiel correspond à un besoin. Mais la demande de travail à temps partiel ne concerne pas que les mères de famille. Il intéresse également, par exemple, les jeunes qui souhaitent entrer dans la vie active de façon progressive et les personnes proches de la retraite qui, à l'inverse, souhaitent se retirer progressivement de cette vie active.

Je retiens, à cet égard, la suggestion de Mme d'Harcourt qui pense que le travail à temps partiel pourrait aussi intéresser les cadres de plus de cinquante ans au chômage, et leur permettre d'attendre l'âge permettant de prétendre au bénéfice de la pré-retraite.

Le travail à temps partiel est relativement moins développé en France qu'à l'étranger. A l'échelon européen, la France se situe dans une position moyenne, devant la Hollande, la Belgique et l'Italie, mais derrière l'Allemagne, la Grande-Bretagne et le Danemark.

M. Boulin a indiqué qu'un groupe de travail comprenant une représentation des partenaires sociaux sera prochainement mis en place et devra étudier les aspects techniques de ce problème, et notamment les freins qui peuvent provenir des salariés et des chefs d'entreprise. M. Sourdille y faisait allusion hier en demandant la réalisation d'une enquête auprès des salariés. Je rappelle d'ailleurs qu'une enquête a été effectuée l'année dernière sur le thème du travail à temps partiel. Elle sera poursuivie.

Mme Barbera pense que le Gouvernement tente d'opposer les femmes au foyer à celles qui exercent une activité professionnelle. Eh bien, je le dis nettement : le Gouvernement n'a qu'une politique, celle de la liberté ! Il n'a pas à intervenir dans un choix qui est personnel et privé, et il ne le fera pas.

Et pourquoi gonfler les chiffres des statistiques du chômage ? Il n'y a pas, comme l'a affirmé Mme Barbera, plus de 800 000 chômeurs de sexe féminin. A la fin du mois de septembre 1978, il y en avait très précisément 691 180.

Enfin, Mme Barbera, qui suit l'actualité, a fait allusion à un cas de discrimination évoqué hier par un grand quotidien du soir. Il est vrai que les problèmes de discrimination à l'embauche sont sérieux et difficiles à appréhender. Dans le cas qui a été évoqué, j'ai demandé à la direction départementale du travail de procéder à une enquête. Mais, hier soir, ce service n'avait pas encore été saisi de cette affaire par la personne intéressée.

J'ai demandé, par ailleurs, à un haut fonctionnaire d'élaborer un rapport sur les discriminations que subissent les femmes dans leur travail.

Je rappelle enfin que le secrétariat d'Etat auprès du ministre du travail chargé de l'emploi ne dispose pas d'un budget qui lui soit propre. Les crédits du ministère du travail et de la participation sont, en effet, destinés dans leur ensemble aussi bien aux hommes qu'aux femmes et cela est tout à fait légitime. Il n'est pas question d'établir une distinction à cet égard. Cela n'exclut pas néanmoins que certaines actions soient plus particulièrement destinées aux femmes, en raison des caractéristiques que présente aujourd'hui l'emploi féminin. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. Guy Ducloné. Il faut revendiquer auprès de M. Boulin !

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, chargé de la formation professionnelle.

M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat. Monsieur le président, mesdames, messieurs les députés, la politique de formation professionnelle est une politique déterminée, destinée à agir à la fois en faveur des demandeurs d'emploi, non comme une roue de secours, ce que certains ont affirmé, mais parce qu'elle est un moyen de lutte contre le chômage.

Cette politique est aussi déterminée à poursuivre l'action entreprise, en particulier depuis 1971, en faveur des salariés des entreprises. Elle s'appuie sur des moyens, et je tiens à remercier les orateurs qui ont souligné leur progression spectaculaire qui ressort d'ailleurs bien de l'analyse de la commission des finances et de son rapporteur, M. Dehaine, ainsi que des interventions de MM. Noir et Gissingier.

Il n'est pas courant qu'un budget enregistre une progression de 37 p. 100 par rapport à la loi de finances initiale de l'année précédente. On peut varier les éclairages, tenter de reprendre les chiffres, essayer de discuter mais les faits sont là et les faits sont têtus : entre les deux lois de finances, la progression a été de 37 p. 100. Cela traduit bien une volonté politique.

La commission des finances, après avoir souligné ces progrès, a constaté un report important de crédits de 1977 sur 1978. Je me dois de fournir, sur ce point, une explication.

Les crédits du pacte n° 1 ont été ouverts pour 310 millions de francs d'origine budgétaire, dont 145 millions de francs au chapitre 43-03, dans le collectif qui a été adopté par le Parlement à la fin de la session de printemps. Il y a eu, ensuite, deux ouvertures de crédits liées aux rentrées attendues, l'une de 100 millions de francs, le 15 septembre, après le versement de la cotisation de 0,1 p. 100 sur les salaires, avec la même assiette que la taxe d'apprentissage, l'autre de 185 millions de francs après le versement du reliquat de 0,2 p. 100 de la masse salariale, le 15 décembre. On se souvient que, sur cette dernière cotisation, les entreprises pouvaient s'exonérer d'un montant de dépenses de formation plafonné à 2 500 francs par jeune qu'elles avaient accueilli en stage pratique. Il fallait donc attendre que l'accueil des jeunes soit achevé pour permettre aux entreprises de déterminer en connaissance de cause le montant de leur contribution.

C'est pourquoi la date limite retenue pour l'accueil des jeunes et le versement du reliquat a été le 15 décembre et non le 31 décembre. Mais, de ce fait, on se condamne à un montant de report important qui ne découlait pas d'une détérioration de la gestion par les services mais de contraintes liées directement aux actions du pacte. On peut penser que l'on retrouvera rapidement une situation analogue à celle de 1977, c'est-à-dire 34 p. 100 de report seulement. Je tiens, sur ce point, à rassurer la commission des finances.

Certains intervenants se sont livrés à une critique de la politique qui est actuellement menée, l'accusant de sacrifier le long terme au court terme, de sacrifier les salariés aux demandeurs d'emploi et d'aucuns ont même parlé de détournement de fonds.

Tout d'abord, je m'étonne que certains puissent nous reprocher d'agir avec les moyens de la formation professionnelle en faveur

des demandeurs d'emploi. Je suis d'ailleurs convaincu que si nous ne le faisons pas, la critique inverse nous serait aussitôt opposée. Mais le problème n'est pas là.

Il existe dans ce pays, même s'il n'est sans doute pas la cause essentielle des difficultés actuelles, un chômage d'inadéquation. Quand nous organisons, à l'intention d'une population qui peut les suivre, des stages destinés à rapprocher les demandes d'emploi constatées, nous menons, je crois, une action positive qu'il est parfaitement normal de conduire.

On nous reproche aussi ce que l'on appelle la « fiscalisation » de la contribution obligatoire de 0,2 p. 100 des entreprises à la formation professionnelle.

Effectivement, il ne nous a pas paru scandaleux que ceux qui ont du travail manifestent une certaine solidarité en faveur de ceux qui n'en ont pas, notamment en faveur des jeunes qui arrivent sur le marché du travail et qui ressentent durement les difficultés de l'embauche.

Dans cet effort massif en faveur des demandeurs d'emploi, la formation professionnelle n'a pas été perdue de vue. Ainsi, le pacte national pour l'emploi a-t-il permis l'organisation, en 1977, de près de 68 000 stages de formation professionnelle. Cette action a été reconduite cette année, avec la volonté de rapprocher encore davantage les formations des débouchés constatés sur le marché du travail, de manière que le taux de placement à l'issue des stages soit aussi élevé que possible.

Cette politique, donc, ne nous a pas écartés du droit-fil de la loi de 1971, de l'esprit qui l'avait marquée et de la nécessité de poursuivre l'effort de formation permanente. L'augmentation de 1 p. 100 à 1,1 p. 100, après un temps de plafonnement, de la contribution légale des entreprises en est la preuve.

Il est vrai qu'en 1971, dans un contexte d'expansion, il avait été prévu que l'effort des entreprises devrait représenter, à terme, 2 p. 100 de la masse salariale. Mais, depuis 1974 la situation économique a évolué. Les actions, notamment de formation permanente, sont devenues plus difficiles. Malgré ces difficultés, nous n'oublions pas l'objectif et nous faisons, cette année, un nouveau pas en portant le taux de 1 p. 100 à 1,1 p. 100, pour éviter que le prélèvement fiscal auquel on a fait allusion ne pèse sur les salariés et pour ne pas compromettre leurs chances de promotion à travers la formation permanente.

A cet égard, j'appelle l'attention de l'Assemblée sur l'effort qui a été consenti en 1977 par les entreprises en matière de formation et qui s'est élevé à 1,74 p. 100, contre 1,60 p. 100 l'année précédente. L'effort supplémentaire de 0,2 p. 100 qui a été réclaté aux entreprises en faveur des demandeurs d'emploi ne s'est pas fait au détriment des salariés. Nous devons nous en réjouir. C'est la preuve que, d'une part, ceux-ci sont attachés à leurs droits — et on les comprend — dans le domaine de la formation permanente et que, d'autre part, il a été possible de rassembler de nouveaux moyens en faveur de ceux qui sont actuellement à la recherche d'un emploi. Je tenais à fournir ces explications pour répondre, en particulier, aux remarques qui m'ont été faites par M. Le Drian.

Mais nous ne nous sommes pas contentés d'accroître quantitativement l'effort de formation permanente. Nous avons essayé de l'insérer plus directement dans les faits. Là aussi, je m'étonne des critiques de M. Le Drian. Il semble, ainsi que ses amis, avoir été sensible à l'esprit de la loi de 1971 et même à l'esprit de la loi que j'ai fait adopter cette année. Je regrette simplement qu'il ne leur ait pas paru possible de voter ce texte, car il est quelque peu paradoxal de s'inquiéter déjà de la non-application d'une loi qu'on n'a pas votée.

Nous nous sommes donc efforcés de traduire dans les faits ce qui, dans la loi de 1971, n'était encore qu'un espoir, c'est-à-dire la possibilité pour les salariés de suivre des stages de formation de longue durée tout en conservant leur rémunération, et cela sans que ces stages de formation aient un rapport étroit avec l'intérêt de l'entreprise dans laquelle ils travaillent.

Nous voyons, dans cet élargissement des possibilités de recyclage et de promotion, le moyen de permettre à celui qui n'a pu recevoir la formation initiale qu'il aurait souhaitée, le moyen de concrétiser ses espérances, en un mot de se réaliser. Qu'on ne nous oppose pas, comme certains orateurs communistes l'ont fait, que seulement 0,50 p. 100 des salariés de l'entreprise peuvent bénéficier en même temps de ces dispositions. Le pourcentage peut paraître faible, mais il faut bien voir que dans les faits 50 000 travailleurs pourront suivre, pendant un an, un stage de formation tout en conservant leur rémunération, ce qui n'était pas possible auparavant. La différence est importante.

M. Bertrand de Maigret. Très bien !

M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat. M. Zarka a tenu à faire état dans son rapport de l'appréciation que les organisations syndicales ont portée sur la loi. Celles-ci, pour la plupart, sont

en fin de compte beaucoup moins critiques que ne l'ont été les arateurs de l'opposition. Qu'il s'agisse de Force ouvrière, de la CGC, de la CFTC.

M. Emmanuel Hamel. Et même de la CFDT !

M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat. ... et même de la CFDT, toutes reconnaissent les aspects positifs de ce texte. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. Antoine Gissingier. Très juste !

M. Emmanuel Hamel. LA CFDT, à propos de la loi sur les prud'hommes, nous a approuvés !

M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat. Il ne s'agit pas non plus, comme certains l'ont prétendu, de sacrifier l'action immédiate à une vision plus structurelle de la solution des problèmes.

Notre politique de formation professionnelle n'est pas condamnée à satisfaire un besoin immédiat, pas plus que notre politique de développement de l'apprentissage n'est destinée à répondre à une nécessité immédiate. Simplement, nous souhaitons remettre sur pied une filière de formation dont nous pensons qu'elle a sa valeur parce que, outre qu'elle permet aux hommes d'acquérir une qualification, elle leur assure un débouché. Que je sache, il n'y a pas actuellement tellement de formations qui garantissent l'un et l'autre !

M. Dehaine, au nom de la commission des finances, M. Gissingier, M. Noir et d'autres intervenants ont souligné, à juste titre, l'intérêt de l'apprentissage. On a, parfois, fait son procès. Certains abus ont été mis en avant pour prétendre qu'il s'agissait d'une forme périmée de formation. Tel n'est pas l'avis du Gouvernement qui estime au contraire que l'apprentissage devient une formation de qualité, dûment contrôlée. Là encore, nous nous donnons les moyens pour qu'il en soit ainsi ! (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

Le conseil des ministres de cette semaine a arrêté des décisions importantes en vue de simplifier les procédures auxquelles les maîtres d'apprentissage sont soumis — ils n'ont pas toujours en effet, et on les comprend, le goût des longs questionnaires administratifs — sans sacrifier pour autant la nécessité de l'agrément. Celui-ci constitue une nécessité absolue, car il permet de s'assurer de la qualité de l'enseignement qui sera dispensé.

Nous nous préoccupons également de l'accueil des apprentis dans des centres de formations d'apprentis qui soient bien équipés. La commission des finances a constaté l'accroissement de l'effort d'investissement. Outre le crédit de quatre-vingt-dix millions de francs qui avait été prévu initialement, et qui ne représentait qu'une simple reconduction, j'avais obtenu, par redéploiement, quinze millions supplémentaires. Un nouveau crédit de vingt millions de francs vient de m'être accordé, qui permettra de réaliser les centres de formation d'apprentis demandés par les régions. Je suis heureux d'apporter cette précision à MM. les parlementaires qui m'avaient saisi de ce problème.

Disposer de CFA en nombre suffisant n'est pas tout. Encore faut-il s'assurer qu'ils fonctionneront dans de bonnes conditions. C'est pourquoi les crédits qui pourraient éventuellement manquer en 1978 et 1979 seront mis à disposition. La signature de l'Etat, en tout état de cause, sera honorée.

Par ailleurs, nous poursuivrons un effort de remise en ordre de la gestion des centres qui devront disposer d'un plan comptable. La satisfaction de cette obligation aura, bien évidemment, une répercussion sur le montant des subventions d'Etat.

La politique que nous menons doit nous permettre d'accueillir, dans de bonnes conditions, les 210 000 jeunes qui sont d'ores et déjà en apprentissage, sans rien sacrifier de la qualité de la formation qui leur est dispensée. J'ai d'ailleurs obtenu également, et c'était tout à fait naturel, des moyens supplémentaires pour renforcer l'inspection de l'apprentissage.

M. Zarka, parlant en son nom plus qu'en celui de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales qui ne l'a d'ailleurs pas suivi dans ses conclusions, a cru devoir appeler l'attention de l'Assemblée sur le moindre taux de réussite au CAP, dans de nombreuses branches, des apprentis par rapport aux élèves qui fréquentent les lycées d'enseignement professionnel.

Cette constatation est, effectivement, intéressante. Elle pose, c'est vrai, un problème. Mais il faut bien voir quels sont les enfants qui choisissent la voie de l'apprentissage, et quels sont ceux qui entrent dans les lycées d'enseignement professionnel. Actuellement, et c'est pour nous un motif de préoccupation, nous savons que la plupart des enfants qui vont en apprentissage se trouvaient au départ, en situation d'échec scolaire.

Pas plus que vous, nous ne sommes satisfaits de cet état de choses. Comme vous, nous attendons beaucoup de l'amélioration de la formation initiale. Mais pour ces jeunes, l'apprentissage reste, actuellement, l'unique chance.

M. Dominique Frelaut, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour le travail et la participation. Monsieur le secrétaire d'Etat, me permettez-vous de vous interrompre ?

M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat. Je vous en prie, monsieur le rapporteur.

M. le président. La parole est à M. Frelaut, rapporteur spécial, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Dominique Frelaut, rapporteur spécial. A propos de l'apprentissage, je suis préoccupé par les temps trop longs que les jeunes passent « sur le tas ». On arrive quelquefois, dans certains métiers, à des horaires hebdomadaires absolument incroyables.

L'inspection du travail devrait se pencher sur ce problème humain, qui concerne des adolescents en plein développement.

M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat. Monsieur le rapporteur, je partage votre souci.

Il n'est pas question de laisser des adolescents passer un temps excessif sur leur lieu de travail. Il existe d'ailleurs des textes qui limitent les temps de travail. Ils doivent être respectés. Par ailleurs, j'ai indiqué tout à l'heure ma volonté de développer l'inspection de l'apprentissage, avec, pour objectif, le doublement, à terme, de ses effectifs.

J'ai également pour souci de permettre à tous les jeunes de passer effectivement au moins 360 heures par an dans les centres de formation des apprentis. Mais la moyenne, vous le savez, approche déjà de quatre cents heures et s'élève, pour certaines formations, à huit cents heures. Je vous remercie de m'avoir permis de préciser ce point.

Cela dit, je ferai observer à M. Zarka qu'il manque une ligne à son tableau. Il ne suffit pas de souligner le pourcentage, par filière, de réussite au CAP. Il faudrait aussi indiquer dans quels délais ces jeunes ont trouvé un emploi : sur ce point, on aurait constaté combien la filière de l'apprentissage garantit une bonne adéquation entre la formation et les débouchés.

M. Antoine Gissingier. Très juste !

M. Pierre Zarka. Dans quels délais ?

M. Jacques Legendre, secrétaire d'Etat. Nous ne nous contentons pas de faire un effort sur ce point. Nous voulons, à la lumière des difficultés constatées actuellement, organiser pour l'avenir une meilleure insertion professionnelle des jeunes et mettre sur pied un dispositif non pas conjoncturel mais structurel permanent.

A la fin de la scolarité, beaucoup de jeunes éprouvent des difficultés à trouver un emploi et à se sentir psychologiquement en situation de jeunes travailleurs. Nous devons les y préparer dans les meilleures conditions. Voilà pourquoi nous travaillons actuellement, en liaison étroite avec le ministère de l'éducation, à l'élaboration d'un texte organisant un enseignement en alternance, que nous envisageons de soumettre au Parlement lors de la session de printemps. Cet enseignement en alternance se fera, pour partie, dans un centre de formation, à l'école ou à l'université et, pour partie, dans l'entreprise. Nous espérons ainsi assurer aux jeunes une meilleure insertion dans la vie professionnelle après qu'ils auront reçu une formation de qualité leur permettant de trouver un emploi stable et ainsi de ne pas connaître de difficultés au début de leur vie d'adulte.

Tels sont, mesdames, messieurs, les quelques points sur lesquels je voulais insister. Vous avez pu constater que notre action s'appuie sur des moyens importants, qui ont plus que doublé en quelques années, sur une volonté déterminée de poursuivre l'effort de formation permanente dans l'esprit de la loi de 1971 afin d'assurer aux jeunes qui arrivent actuellement à la vie professionnelle une formation de qualité, une meilleure insertion professionnelle. C'est notre objectif et nous vous demandons de nous aider à l'atteindre. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. La parole est à M. le ministre du travail et de la participation.

M. Robert Boulin, ministre du travail et de la participation. Monsieur le président, étant donné l'heure tardive et le désir de l'Assemblée — je le présume — de passer à l'examen d'un autre budget important, je me bornerai à répondre aux questions sur lesquelles les secrétaires d'Etat, dans leur secteur respectif, n'ont pas apporté de réponse.

Ce n'est pas au Gouvernement, et en particulier au ministre du travail, qu'il faut rappeler l'angoisse des travailleurs en chômage et la gravité du problème de l'emploi. J'en ai plus que quiconque conscience.

Compte tenu de la conjoncture européenne et des difficultés auxquelles nous nous heurtons, quelles sont les mesures efficaces qui peuvent conduire à une stabilisation, puis à une diminution du nombre des demandeurs d'emploi ?

Il est des formules trompeuses. Je ne me livrerai pas à des passes d'armes sur les propos reprenant les vieilles recettes du Programme commun : l'expansion et une relance globale. Elles conduiraient aujourd'hui à une augmentation du nombre des demandeurs d'emploi — les Anglais et les Italiens en ont fait l'expérience. S'il n'en était pas ainsi, nous les aurions adoptés. Mieux vaut donc parler de relance sélective et rechercher les vrais remèdes.

Que fait le Gouvernement ?

Il a d'abord mis en place les pactes nationaux pour l'emploi des jeunes. Le premier, dont on a dit qu'il s'était soldé par un échec, a tout de même permis de placer 550 000 jeunes. Le deuxième démarre maintenant et j'espère que nous en verrons les premiers effets bénéfiques dans les prochaines statistiques. S'il est vrai — je le dis plus particulièrement à l'intention de M. Gissingier — que nous n'atteindrons pas le succès espéré dans les stages pratiques, car nous y avons consacré beaucoup moins de crédits que lors du premier pacte et l'incitation est donc moins forte, nous obtiendrons, en revanche, de meilleurs résultats en ce qui concerne les contrats d'apprentissage, les contrats emploi-formation et les stages de formation, qui me paraissent être les vraies réponses au problème de l'emploi des jeunes.

Par ailleurs, le Gouvernement a annoncé une série de mesures à caractère législatif et réglementaire dont l'Assemblée sera, bien entendu, informée : la réforme de l'Agence nationale pour l'emploi ; la mise en œuvre du rapport Vinont sur les actions régionales et locales en faveur de l'emploi ; les emplois d'utilité collective ; la durée maximale du travail ; les équivalences ; la demi-équipe supplémentaire pour le travail posté ; le travail à temps partiel ; les primes aux créateurs d'entreprises ; l'UNEDIC ; la formation en alternance ; la participation.

Parallèlement, les discussions entre les partenaires sociaux se poursuivront au sujet des salaires minimaux par branche, du travail manuel, de même que des concertations sont engagées sur les prud'hommes, la loi de 1950 sur les conventions collectives et le règlement intérieur. Il y a là un programme considérable sur lequel — je le répète — j'aurai l'occasion de revenir.

M. Antoine Gissingier. Je vous remercie, monsieur le ministre.

M. le ministre du travail et de la participation. Je n'ai pas, non plus, l'intention de polémiquer avec M. Frelaut sur le nombre des chômeurs. Le parti communiste a une excellente stratégie, qui lui réussit partiellement d'ailleurs et qui consiste à affirmer des contre-vérités avec une obstination permanente. M. Frelaut a abordé le problème d'une manière allusive dans son exposé. Mais, à la télévision, les représentants du parti communiste déclarent que notre pays compte 1 500 000, voire 1 700 000 chômeurs, selon les normes du BIT. Le ministre du travail a écrit au BIT, parce qu'il se posait également des questions. Je vous livre trois paragraphes de la réponse faite par cet organisme international.

M. Emmanuel Hamel. Lisez-la en entier !

M. le ministre du travail et de la participation. Non, simplement la partie qui nous intéresse en ce moment :

« S'il n'appartient pas au Bureau de se prononcer sur les différentes applications ou interprétations faites au niveau national de la définition proposée en 1954, j'observe toutefois que le mode de calcul... » — c'était la question posée — « ... utilisé par la CGT prend en compte des catégories de la population que la définition du BIT n'a pas proposé de retenir : il en est ainsi notamment des étudiants toujours en cours d'études, et donc non susceptibles d'occuper immédiatement un emploi, ainsi que des bénéficiaires de prestations telles que la garantie de ressources ou l'allocation du fonds national de l'emploi.

« Par ailleurs, la conférence des statistiques n'a pas estimé devoir établir de liens entre le nombre des personnes enregistrées par les services de l'emploi et celui des chômeurs au sens de la définition qu'elle proposait. Raccorder ces deux chiffres par le jeu d'un coefficient correcteur... » — dans la lettre était visé le coefficient correcteur de 1,28 proposé par la CGT — « ... conduit à diverses inexactitudes ; en particulier, il est certain qu'un tel coefficient ne peut pas demeurer valable durant tous les mois de l'année alors qu'il a été calculé à partir d'une étude portant sur un mois particulier.

« D'autre part, le chiffre des personnes enregistrées par les services de l'emploi devrait logiquement s'approcher graduellement de celui que permet de dégager la définition proposée par le BIT puisque les droits sociaux ont été dans ce domaine sensiblement accrus au cours des dernières années et que l'Agence nationale pour l'emploi a étendu son implantation géographique. »

Par conséquent, ce qu'affirme la CGT ou le parti communiste est faux.

Chaque fois que vous parlez de 1 500 000 ou de 1 700 000 chômeurs, monsieur Frelaut, dites : « selon les statistiques de la CGT » — c'est votre affaire — mais ne dites pas : « selon les normes du BIT ».

Bien entendu, je mettrai cette lettre à la disposition de la commission pour quelle puisse en faire état.

M. Emmanuel Hamel. On verra si *L'Humanité* en parle !

M. Antoine Gissingier. Il faut la diffuser !

M. Dominique Frelaut, rapporteur spécial. Me permettez-vous de vous interrompre, monsieur le ministre ?

M. le ministre du travail et de la participation. Je vous en prie.

M. le président. La parole est à M. Frelaut, rapporteur spécial, avec l'autorisation de l'orateur.

M. Dominique Frelaut, rapporteur spécial. Les chiffres que j'ai cités tenaient compte de la notion de population disponible à la recherche d'un emploi. Certaines personnes désireuses de retrouver du travail ne peuvent être inscrites à l'Agence nationale pour l'emploi pour diverses raisons, si bien que le chiffre des personnes qui cherchent du travail est nettement supérieur à celui des demandeurs d'emploi recensés.

Ce qui reste, au-delà de la polémique, c'est que l'on a dénombré, en septembre 1978, 110 000 demandeurs d'emploi de plus qu'en septembre 1977.

M. le ministre du travail et de la participation. C'est là un autre problème, monsieur Frelaut ! N'essayez pas de prendre la tangente !

Le parti communiste et la CGT déclarent qu'il y a 1,5 ou 1,7 million de chômeurs « selon les règles du BIT ». C'est une contre-vérité !

M. François Grussenmeyer. C'est l'évidence même !

M. le ministre du travail et de la participation. Autre contre-vérité : Mme Barbera a prétendu que j'étais contre le travail des femmes ; cette idée, répandue par *L'Humanité*, a été reprise dans un communiqué diffusé à toutes les fédérations du parti communiste français. Il s'agit d'un procédé malhonnête, car j'ai toujours affirmé le contraire.

J'ai, en effet, déclaré que j'étais pour le travail des femmes, que je n'étais pas « archéo » — vous auriez dû, madame, utiliser ce terme que j'avais moi-même employé en cette matière — que je n'en étais plus au temps où l'on considérait que la femme devait rester au foyer et que j'admettais qu'il y avait là une évolution des temps modernes contre laquelle personne ne pouvait rien.

J'ai simplement précisé que, dans les préoccupations de l'emploi, il y avait une hiérarchie dans l'urgence de trouver un emploi entre la veuve ou la mère célibataire ayant des enfants à charge et la femme dont le mari travaille. Je n'ai nullement contesté à la femme mariée le droit de travailler. Voilà comment on travestit la vérité ! (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

De toute façon, l'opposition répète toujours la même chose, cela fait partie de sa stratégie.

M. Ducoloné a évoqué les propos que j'ai tenus à *Paris-Match*, en disant qu'à mes yeux il y avait des faux et des vrais chômeurs. Or j'ai l'article sous les yeux, monsieur Ducoloné. Pourquoi le truquez-vous ? Citez-le au moins textuellement !

M. Antoine Gissingier. C'est sa manière de faire !

M. le ministre du travail et de la participation. J'ai simplement dit que sur les 1 300 000 demandeurs d'emploi — dernier nombre ressortant des statistiques du ministère du travail et de la participation, et je ne m'en réjouis pas, croyez-le bien — 600 000 étaient des personnes ayant perdu un emploi. C'est tout !

Je n'ai pas dit que les gens qui demandent un premier emploi, les jeunes, les femmes...

M. Pierre Zarka. Ils ne sont pas compris dans les statistiques !

M. le ministre du travail et de la participation. Je vous demande pardon, ils le sont.

Ceux qui ne sont pas compris dans les statistiques, ce sont les gens ayant un emploi et désireux d'en changer. Pourquoi me faire dire autre chose que ce que j'ai dit ?

M. Frelaut a évoqué l'UNEDIC, en même temps que le pacte national pour l'emploi des jeunes. L'UNEDIC pose un problème difficile.

Il faut avoir des idées simples en la matière.

L'UNEDIC est un système géré paritairement par les employeurs et les salariés. La question est de savoir si vous voulez ou non supprimer ce caractère paritaire, monsieur Frelaut.

Si vous voulez le supprimer, n'en parlons plus. Si vous ne le voulez pas — je ne parle pas ici de la partie aide publique — vous ne sauriez faire intervenir l'Etat sur la partie UNEDIC sans remettre en cause le système paritaire de gestion. Le jour où l'Etat apporterait deux ou trois milliards de francs à l'UNEDIC, un contrôleur financier interviendrait. Mais, même si l'on augmente l'aide publique on ne règlera pas pour autant le problème financier de l'UNEDIC. Il faut essayer de maintenir un système cohérent.

J'ajoute que, là aussi, il ne faut pas jouer de l'intoxication. Il n'est pas question que ce système soit en cessation de paiement et qu'au mois de janvier ou de février les demandeurs d'emploi ne soient plus payés. Sur ce point, il n'y a pas de préoccupation à avoir.

M. Noir a posé des questions intéressantes, à propos desquelles je voudrais donner un chiffre. Il voit bien, dit-il, dans le budget et même hors de celui-ci, les efforts consentis en faveur des chômeurs ; mais ne faut-il pas faire une politique plus volontariste ?

Je lui indique qu'en ce qui concerne les postes que sont le pacte national pour l'emploi des jeunes, l'AEPF et la formation professionnelle, on arrive, dans le seul budget d'une année considérée, à un chiffre de plus de 10 milliards de francs qui représentent des dépenses en faveur des créations d'emploi et de l'insertion professionnelle. Il faudrait d'ailleurs y ajouter le fonds spécial d'adaptation industrielle, ainsi que tous les circuits financiers propres aux entreprises pour les aider à reconstituer leurs fonds propres et les inciter à créer des emplois. Cela représente au moins une somme de 20 milliards de francs, traduisant bien un aspect volontariste important.

M. Frelaut et **M. Ducoloné** m'ont parlé de la réforme de l'Agence nationale pour l'emploi. En la matière, j'ai une idée très simple : je veux que l'ANPE place, comme c'est sa vocation. Pour le moment — et je ne mets nullement son personnel en cause — elle fait de la paperasse. Selon les normes actuelles, le placier dispose de vingt minutes environ pour recevoir un demandeur d'emploi et remplir sept ou huit feuilles. Cela n'a rien à voir avec le placement. Or, je veux faire de l'ANPE une agence de placement. Je vais y réfléchir. Mais, contrairement à ce que vous avez dit, messieurs — et même si cela doit retarder les décisions — je veux consulter les partenaires sociaux à ce sujet. Je ne veux pas procéder à des réformes de cette ampleur sans consulter patronat et syndicat, comme je l'ai fait en d'autres circonstances.

Plusieurs orateurs, **Mme d'Harcourt** en particulier, ont parlé du problème des cadres. Il est très préoccupant. Car, s'il existe des faux chômeurs, ou plus exactement des chômeurs abusifs, je rencontre chaque jour des cadres désespérés de ne pas trouver d'emploi, alors qu'ils en ont la volonté, la compétence et qu'ils sont jeunes — entre quarante et cinquante ans, on est encore jeune.

A ce problème très difficile, j'apporterai une première réponse par les textes dont j'ai parlé tout à l'heure. Je vais d'abord recruter des placiers pour l'Agence nationale pour l'emploi en les prenant chez les cadres demandeurs d'emploi. Ensuite, le texte de loi que je vais vous soumettre — en dehors des emplois d'utilité collective où l'on pourra utiliser des cadres — nous permettra de recruter des cadres « âgés » dans les secteurs public et privé. Les moyens financiers nécessaires figureront dans le collectif de cette année.

M. Emmanuel Hamel. Très bien !

M. le ministre du travail et de la participation. Pour la formation et le recyclage des cadres, différents types de stages sont organisés tant par le fonds national pour l'emploi, qui a accueilli l'année dernière 2 577 bénéficiaires, que par l'UNEDIC ou les organismes conventionnés.

J'appelle à cet égard l'attention de l'Assemblée sur le fait que la loi du 7 juillet 1977 autorise les cadres privé d'emploi à prendre part « jusqu'à l'âge de cinquante ans, aux divers concours dans les corps A et B de l'inspection du travail ».

A cette occasion, je me permets de signaler à **M. Evin**, qui a critiqué les services de l'inspection du travail et évalué l'effectif des inspecteurs à 308, que ceux-ci sont actuellement au nombre de 650.

La moitié du corps des inspecteurs du travail a été recrutée en trois ans. L'intégration de cadres ayant une certaine maturité et une certaine expérience serait donc une bonne chose.

Conformément à cette loi du 7 juillet 1977, dix inspecteurs du travail ont d'ailleurs été recrutés en 1977, et sept sont inscrits sur la liste d'aptitude. Cela dit, je suis toujours demandeur.

M. Séguin aimerait savoir pourquoi une diminution de la durée du travail ne créerait pas d'emplois. En réalité, elle en crée. Mais si l'on demande en même temps de compenser financièrement la réduction du temps de travail, c'est-à-dire de rémunérer trente-cinq heures de travail par le salaire correspondant à quarante heures, on aggrave en fait le chômage. Nous ne pouvons pas accepter les propositions qui nous sont faites dans ce sens car cela n'aboutirait qu'à partager le chômage : on ne crée des emplois que si l'on crée également des richesses supplémentaires. A partir du moment où la production est plus importante, on peut distribuer plus de travail ; mais si la production reste constante et si plus de personnes y participent, on partage alors la pauvreté et l'emploi et le pouvoir d'achat diminue. Ce n'est pas le programme du Gouvernement.

J'indique encore à M. Séguin qu'un texte sur la durée maximale hebdomadaire du travail sera déposé au cours de cette session. Les équivalences vont être diminuées d'une heure dès à présent, et d'une heure supplémentaire plus tard. Une demi-équipe supplémentaire sera instituée pour le travail posté en continu, en particulier dans la sidérurgie, dont le plan social, qui expire au mois d'avril 1979, doit être renouvelé.

Quant à la situation dans les Vosges, je puis assurer M. Séguin que je partage tout à fait les préoccupations qu'il a exprimées.

M. Hamel a évoqué le problème des charges sociales. Il est évident que certaines entreprises de main-d'œuvre souffrent du poids de ces charges. Nous devons y réfléchir car il subsistera toujours, contrairement à ce que certains affirment, une main-d'œuvre peu qualifiée, tant masculine que féminine, d'ailleurs. La vision d'un monde moderne sophistiqué, où il n'y aurait plus de place que pour les travailleurs d'une très grande technicité relève de l'illusion. S'il est de notre devoir d'encourager la formation professionnelle et de pousser à une meilleure qualification technique, nous ne pouvons pour autant négliger les entreprises de main-d'œuvre et l'emploi des personnes non qualifiées, au risque de voir le nombre des chômeurs atteindre les deux millions, ce que nous ne voulons pas et ce que le pays ne supporterait d'ailleurs pas.

M. Abelin a appelé mon attention sur la nécessité d'harmoniser les législations européennes. Je m'y efforcerai notamment en ce qui concerne la durée du travail, ce mois-ci, à Bruxelles à l'occasion de la conférence tripartite, puis lorsque je présiderai le conseil des ministres du travail au cours du premier semestre de 1979.

Je suis tout à fait conscient, monsieur Fontaine, des angoissantes problèmes d'emploi qui se posent à la Réunion. Certes, il n'y a pas dans ce département de système d'indemnisation du chômage. Il existe cependant, comme vous le savez, des chantiers de développement. En 1978, un effort de vingt millions de francs a été fait en leur faveur. Ce chiffre est peut-être insuffisant et je vais étudier cette affaire de plus près.

M. Jean Fontaine. Cela permet d'assurer deux semaines de travail par chômeur !

M. le ministre du travail et de la participation. M. Noir et M. Gissinger ont demandé ce qu'allaient devenir nos vacataires. Ils seront non seulement maintenus, mais encore leur nombre sera accru jusqu'au 31 décembre 1979, date à partir de laquelle je compte pouvoir, grâce aux crédits qui auront été votés, les titulariser progressivement. Nous avons donc — et j'aurai l'occasion de vous en faire la démonstration — obtenu sur ce point un plan de charge, indispensable en effet au fonctionnement compliqué de mes services et à l'accomplissement des tâches qui sont les leurs.

Telles sont, mesdames, messieurs, les réponses, sans doute incomplètes, que je voulais vous présenter.

M. Jacques-Antoine Gau. Monsieur le ministre, puis-je vous poser une question ?

M. le ministre du travail et de la participation. Je vous en en prie, Monsieur Gau.

M. le président. La parole est à M. Gau, avec l'autorisation de M. le ministre.

M. Jacques-Antoine Gau. Je comprends que vous ne puissiez répondre à toutes les questions. J'observe cependant que vous n'avez répondu à aucune de celles qui ont été posées par les cinq orateurs socialistes. Je vous en rappelle une, que je considère comme très importante.

J'ai cité tout à l'heure, en votre absence, les termes d'une allocution prononcée en Savoie par le Premier ministre, le 29 septembre.

M. Barre déclarait alors : « Les restrictions introduites dans la législation en matière de licenciement pèsent largement sur la propension à l'emploi des chefs d'entreprise français. C'est un problème qu'il faudra examiner ».

Le Gouvernement envisage-t-il effectivement de restreindre encore la portée de la législation — que nous jugeons, nous socialistes, déjà insuffisante — visant à protéger les travailleurs contre les licenciements ?

Quoi qu'il en soit, M. le Premier ministre a apporté là sa caution, très ferme et très précise, au patronat. J'aimerais, monsieur le ministre, que vous nous disiez ce qu'il en est exactement.

M. le ministre du travail et de la participation. Je vous signale, monsieur Gau, que les freins excessifs au débauchage ne résultent pas de notre législation. Les 200 000 licenciements pour cause économique qui sont intervenus en 1977 n'ont fait l'objet que de 89 recours, pour lesquels en effet le délai ont excédé les durées prévues par les textes qui sont respectivement de quinze jours pour les licenciements de moins de dix personnes et d'un mois pour ceux touchant plus de dix personnes.

Il ne faut pas prendre ces problèmes de délais à la légère. Il arrive souvent que des entreprises qui ont un plan de charge difficile demandent, généralement à contre-cœur, du moins je l'espère, à licencier une partie de leur personnel, pour être en mesure de s'adapter au niveau du marché. Si elles n'obtiennent pas l'autorisation dans un délai bref, c'est parfois l'intégralité du personnel qu'elles sont obligées de licencier sept ou huit mois après.

Le problème tient moins à la législation...

M. Jacques-Antoine Gau. C'est ce qu'a dit le Premier ministre !

M. le ministre du travail et de la participation. ... qu'aux délais fixés dans les conventions à une époque — essentiellement en 1969 — où il y avait pénurie de main-d'œuvre. C'est d'ailleurs le plus souvent le patronat lui-même qui a demandé des délais importants. C'est le cas dans la chimie où le délai peut atteindre six mois. C'est le cas dans d'autres secteurs, où il peut atteindre quatre mois.

Il s'agit là de délais conventionnels et non pas légaux. C'est donc une question à poser aux partenaires sociaux et je ne manquerai pas de le faire ; mais cela ne relève pas de la compétence du Gouvernement. (Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.)

M. le président. J'appelle maintenant les crédits inscrits à la ligne « Travail et santé. — II. — Travail et participation ».

ETAT B

Répartition des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils. (Mesures nouvelles.)

« Titre III : 160 011 502 francs ;
« Titre IV : 1 118 595 649 francs. »

ETAT C

Répartition des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils. (Mesures nouvelles.)

Titre VI. — SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT ACCORDÉES PAR L'ETAT

« Autorisations de programme : 198 875 000 francs.
« Crédits de paiement : 63 034 000 francs. »

La parole est à M. Bariani, inscrit sur le titre III.

M. Didier Bariani. Je voudrais appeler l'attention sur la nécessité de mieux utiliser et surtout de mieux orienter les moyens actuels de la formation permanente, qui sont importants, concernant la formation professionnelle initiale, l'insertion dans la vie active et la formation permanente.

En ce qui concerne la formation professionnelle initiale, les difficultés de notre système éducatif à répondre aux besoins de la formation professionnelle ont été soulevés et justement critiqués pendant la période de plein emploi. On lui reprochait alors de ne pas préparer les jeunes à l'accomplissement de leurs tâches futures et de constituer un handicap pour les intéressés.

Aujourd'hui, la réalité est plus cruelle. Faute d'une préparation appropriée, beaucoup de jeunes ne trouvent pas d'emplois ou sont conduits à occuper des emplois qui ne correspondent pas à leurs aptitudes véritables.

La situation que les jeunes ont à affronter est de celles que seuls une action continue et un effort prolongé permettront de redresser.

Les causes du chômage, particulièrement important chez les moins de vingt-cinq ans, relèvent, on le sait, de l'absence d'expérience professionnelle, phénomène contre lequel il est effectivement difficile de lutter puisqu'il constitue en quelque sorte la caractéristique des jeunes demandeurs d'emplois.

La préparation au premier emploi est un grave problème que cherchent à résoudre tous les pays qui ne connaissent pas l'affectation autoritaire à des postes de travail. Il faut toutefois que le système éducatif s'ouvre plus largement sur la vie du travail.

La réforme du 11 juillet 1975 est orientée en ce sens. Mais les réformes du système d'éducation, longues à être mises en œuvre, le sont plus encore à produire leurs effets.

Sous la pression du chômage des jeunes, le Gouvernement a décidé de mettre en œuvre de nouvelles formules d'insertion dans la vie professionnelle qui ont trouvé place dans les deux moutures successives du pacte national pour l'emploi : les contrats emploi-formation, les stages pratiques en entreprises, l'apprentissage.

A l'expérience, il se révèle en effet que les innovations adoptées sous l'empire des circonstances ont été positives, et qu'elles pourraient devenir des moyens permanents d'une meilleure insertion, susceptibles d'être conservés, même lorsque, comme nous le souhaitons, l'emploi se sera notablement amélioré.

Il faut remarquer que les 26 354 stages d'emploi-formation offerts par les entreprises ont été pourvus à près de 100 p. 100. Or, sur 185 286 stages pratiques, 138 691 ont donné lieu à des embauches ultérieures, soit près de 75 p. 100. Encore convient-il de décompter dans ce dernier chiffre les abandons volontaires et les cas de force majeure.

Pour 1978-1979, on s'attend à une progression sensible du chiffre des contrats emploi-formation, dont les procédures ont été heureusement simplifiées : cette formule devrait couvrir 10 p. 100 environ des embauches de jeunes, au lieu de 4,2 p. 100 au cours du précédent exercice.

En revanche, je crains une certaine régression des stages pratiques, que le Gouvernement a voulu limiter aux activités manuelles : 20 p. 100 des jeunes, et non plus 28,2 p. 100 pourraient cependant être concernés.

Au-delà des chiffres, il importe de souligner l'incidence psychologique de ces nouvelles formules, qui permettent de surmonter à la fois les réticences des jeunes, que l'ignorance des réalités de la vie professionnelle inquiète, et celles des employeurs lorsqu'il s'agit d'embaucher des personnes dépourvues d'expérience.

L'aspect le plus positif est sans doute constitué par le développement de l'apprentissage. Après une période de régression, on a pu observer un infléchissement progressif de la politique du Gouvernement et des entreprises en faveur de l'apprentissage depuis 1972.

Aujourd'hui, l'apprentissage, stimulé par les formules d'incitation financière des deux pactes, est, si l'on juge en toute honnêteté, en réel essor : 120 000 jeunes sont entrés en apprentissage en 1977-1978, soit un progrès de 16 p. 100 sur l'année précédente, et ce chiffre pourrait atteindre 150 000, en 1978-1979.

Cela permet à une population importante de jeunes n'ayant pas suivi de filières professionnelles d'accéder à une qualification et à un emploi, tout en concrétisant déjà partiellement la politique de revalorisation du travail manuel, qui est à l'ordre du jour.

Mais les formules permettant réellement la préparation au premier emploi sont encore trop peu utilisées. L'apprentissage est strictement réglementé quant à l'âge et au niveau de formation et le contrat emploi-formation cesse à peine d'être confidentiel.

Il y a incontestablement place pour une action qui consisterait en une définition et une organisation de la formation par alternance, à la fin de la scolarité et au début de l'activité professionnelle. Cette formation alternée pourrait ainsi comprendre des stages en milieu professionnel pour les jeunes sous statut scolaire, par conséquent, sous la responsabilité et le contrôle de l'établissement de formation, mais également des stages de formation pour les jeunes sans contrat de travail.

Il est évident qu'une telle action ne pourra être menée à bien si ne s'y trouvent pas associés, par une large concertation, l'ensemble des partenaires concernés, et notamment les représentants des enseignants.

Enfin, j'évoquerai le problème de la formation continue. La nécessité de changer de travail ou de qualification s'imposera de plus en plus du fait de l'évolution économique et technique.

On ne peut, à cet effet, que se réjouir de constater le développement de la formation continue. Malgré les difficultés de nombreuses entreprises, et bien que le Gouvernement ait décidé de limiter à 1 p. 100 le montant de la contribution obligatoire, le pourcentage moyen des dépenses des entreprises a atteint 1,74 p. 100 en 1977. Il progressera encore cette année.

Cela confirme que les accords de 1970 et la loi de 1971 correspondaient à un besoin véritable. Grâce à l'effort accompli, l'appareil de formation continue constitue aujourd'hui un édifice complet, incluant la formation directe dans l'entreprise, les associations professionnelles et interprofessionnelles, les organismes privés et publics, l'éducation.

M. Jean-Yves Le Drian. Va-t-on reprendre tout le débat ?

M. Didier Bariani. En conclusion, rénovation de la formation initiale, développement des formules d'insertion des jeunes, adaptation continue de la formation des adultes sont donc les trois lignes directrices d'une politique de formation en vue de la création d'emplois durables.

Il ne faut pas qu'à des difficultés structurelles viennent s'ajouter des difficultés que l'on peut combattre par une meilleure adaptation de la politique conjoncturelle. *(Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

M. Jean-Yves Le Drian. Il n'est pas possible de recommencer la discussion, monsieur le président.

M. le président. Mon cher collègue, je vous rappelle que les groupes disposent de leur temps de parole selon leur convenance. Les intervenants peuvent s'inscrire, soit dans la discussion « générale », soit sur les titres. Il n'y a rien là d'anormal.

Personne ne demande plus la parole ?...

Je mets aux voix le titre III.

(Le titre III est adopté.)

M. le président. Sur le titre IV de l'état B, MM. Nilès, Boulay, Andrieux et Jans ont présenté un amendement n° 119 ainsi rédigé :

« Réduire les crédits de 11 500 000 F. »

La parole est à M. Legrand.

M. Joseph Legrand. Je voudrais poser trois questions à M. le ministre. Une réponse affirmative de sa part me permettrait de retirer notre amendement n° 119.

Monsieur le ministre, vous efforcerez-vous d'assurer une meilleure répartition des travailleurs immigrés entre les communes ?

Entendez-vous prendre des mesures pour mettre fin à la répression dont ces travailleurs sont victimes et régler les conflits existant actuellement dans les foyers ?

Allez-vous négocier avec les comités de résidents, élus dans chaque foyer, et avec les organisations syndicales représentatives pour trouver des solutions équitables à ces conflits ?

M. le président. Quel est l'avis de la commission ?

M. Parfait Jans, rapporteur spécial de la commission des finances, pour les travailleurs immigrés. La commission n'a pas examiné cet amendement.

M. le président. Quel est l'avis du Gouvernement ?

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat. Monsieur Legrand, je vous remercie d'avoir évoqué la possibilité de retirer votre amendement, qui, de toute façon, tombe sous le coup de l'article 42 de l'ordonnance du 2 janvier 1959 relative aux lois de finances. Il ne vise pas, en fait, une réduction effective des dépenses, mais tend simplement à infléchir la politique globale du Gouvernement.

Cet amendement me donne l'occasion de répondre à M. Gisinger, que je remercie d'avoir consacré son intervention aux travailleurs immigrés et au problème de leur logement.

Il ne peut être question de résoudre le problème du logement des travailleurs immigrés en leur affectant des logements réservés : ils doivent avoir accès à l'ensemble du parc de logements disponibles en France. J'ai signé, il y a près d'un an, avec l'union nationale des HLM, un accord tendant à leur faciliter l'accès à ce type de logement.

Vous me demandez, monsieur Legrand, si je suis prêt à mieux répartir les travailleurs immigrés. En aucune façon. Je n'ai nullement l'intention de procéder à une répartition autoritaire. Les travailleurs immigrés iront se loger où bon leur semblera. Nous n'avons pas, monsieur le député, les mêmes méthodes. *(Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.)*

En revanche, je suis prêt — je l'ai déjà indiqué — à appliquer scrupuleusement l'accord signé avec l'union nationale des HLM concernant l'accès à l'ensemble du parc et à étudier la création de nouveaux foyers dans les zones les plus convenables et les mieux adaptées aux besoins des travailleurs immigrés eux-mêmes.

J'en viens maintenant à la réponse que je vous dois, monsieur Gissinger, concernant notamment la situation dans les foyers de la SONACOTRA.

Vous savez que tous les foyers connaissent un risque de faillite qui pourrait les conduire à une fermeture à bref délai. Je rappelle que lorsque j'ai pris, il y a près de deux ans, la responsabilité de ce secteur, le déficit était de 70 millions ; il s'est élevé à 150 millions l'année dernière, et les évaluations auxquelles nous avons procédé permettent de penser que, cette année, il atteindra 260 millions environ pour les foyers, c'est-à-dire pour 150 000 personnes. Or cette somme est égale à la moitié du budget dont nous disposons pour financer l'action sociale en faveur de quatre millions de personnes.

M. Pierre Mauger. Cela fait beaucoup !

M. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat. Il n'est pas possible de continuer ainsi. Cette situation ne pourrait pas se prolonger bien longtemps, et les foyers fermeraient.

Si nous adoptions l'amendement qui nous est proposé, le problème de la SONACOTRA serait vite réglé, car elle serait en faillite dans quelques semaines, et nous n'aurions plus à en parler.

Nous avons, au contraire, essayé de mener une politique comportant deux étapes.

En premier lieu, nous avons décidé, pour 1978, de prendre des mesures conservatoires en demandant aux résidents des foyers de payer leur redevance et en limitant l'augmentation de cette redevance à 6,5 p. 100 par an, ce qui est inférieur au taux d'augmentation du coût de la vie. Mais, compte tenu de la subvention sélective accordée, cette augmentation globale sera pratiquement ramenée à zéro.

En second lieu, comme vous l'avez demandé, monsieur Gissinger, nous avons mis en place une structure de concertation à deux niveaux.

D'une part, au niveau des foyers, il importe en effet que dans les foyers, les résidents puissent s'exprimer ; les comités de résidents doivent être des interlocuteurs de la direction, car, dans la vie commune et dans une structure moderne, il doit y avoir, non pas une personne qui commande et les autres qui obéissent, mais des représentants de toutes les parties en présence, ayant la possibilité de faire valoir leurs arguments. Nous sommes donc très favorables à la mise en place des comités de résidents démocratiquement nommés dans les foyers.

D'autre part, au niveau national. A cet égard, j'ai créé une commission qui est présidée par M. Delmon. Cette commission devrait permettre de sortir d'un cercle vicieux : jusqu'à présent, toutes les discussions dans les foyers ont échoué, parce que les résidents demandaient des précisions — sur la redevance, sur l'aide personnalisée au logement, sur les subventions, etc. — que la SONACOTRA était incapable d'apporter puisque les questions visées n'étaient pas de son domaine. Il était donc indispensable de mettre en place une commission réunissant toutes les organisations syndicales, les gestionnaires des foyers — SONACOTRA, ADEL et autres — tous les ministères concernés, notamment ceux du travail, de l'environnement, de l'économie et des finances, et, pour la première fois, des résidents : je précise que six travailleurs immigrés font partie de cette commission et ont voix participative.

Nous disposons donc maintenant d'une structure de travail qui, d'ici à la fin de l'année, devrait nous permettre de régler les problèmes essentiels.

Mais quels sont ces problèmes ? Les principaux sont au nombre de trois :

Le premier est celui de la définition du résident. Il peut paraître stupide ; néanmoins, faute de précision à cet égard, nous nous rendons, depuis trois ans, devant les tribunaux. Le résident est-il un locataire ? Sans doute pas. Est-il un touriste d'hôtel ? Sans doute pas non plus.

Il s'agit d'un statut indéterminé, et, de ce fait, la redevance elle-même est une facturation indéterminée. Elle représente à la fois un loyer portant sur la superficie et les charges — tels le chauffage et l'entretien des locaux — mais elle comprend aussi le paiement de services rendus.

Depuis trois ans, les tribunaux ne sont pas d'accord sur la définition du résident. Devant cette situation inextricable, nous serons peut-être contraints de soumettre au Parlement un projet de loi sur le statut de résident de foyer.

Le deuxième problème est celui des modalités d'application de l'APL, dont peuvent bénéficier tous les Français. Comment cette aide pourrait-elle s'appliquer aux immigrés résidant dans les foyers ? Une application brutale serait sans doute fâcheuse. Il faut chercher un système plus simple que celui de l'APL. Celui de l'aide transitoire, que j'ai mis en place cette année, pourrait constituer la solution, sous réserve que la commission Delmon l'estime acceptable.

Le troisième problème est le suivant : à combien s'élèvera la redevance l'an prochain ? Nous sommes prêts à nous expliquer clairement sur le coût des différents services rendus que représente cette redevance. Je puis en tout cas vous assurer que la SONACOTRA ne fait pas de bénéfices. Elle est au contraire au bord de la faillite.

Il faut donc établir une facturation claire. A cet effet, la démocratie directe qui sera pratiquée dans les foyers grâce à la création des comités de résidents sera sans doute la meilleure réponse au problème posé.

Je souhaite, monsieur Gissinger, qu'avant la fin de l'année la paix revienne dans les foyers — et il est normal de l'espérer — mais j'espère aussi qu'une solution équitable et durable sera trouvée. (*Applaudissements sur les bancs de l'union pour la démocratie française et du rassemblement pour la République.*)

M. Antoine Gissinger. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat.

M. le président. La parole est à M. Legrand.

M. Joseph Legrand. Je vous remercie, monsieur le secrétaire d'Etat, de vos réponses, mais je dois avouer qu'elles ne nous donnent pas entièrement satisfaction.

C'est pourquoi nous proposons de réduire les crédits prévus à l'article 10 du chapitre 47-81 au bénéfice de la SONACOTRA. Nous maintenons donc notre amendement.

M. le ministre du travail et de la participation. Il sera tout à fait intéressant de voir quels députés voteront pour la réduction des crédits concernant les travailleurs immigrés !

M. Antoine Gissinger. Très bien !

M. Dominique Frelaut, rapporteur général. Vous savez bien qu'il s'agit d'une procédure budgétaire indicative !

M. le ministre du travail et de la participation. C'est une réduction de crédits !

M. le président. La parole est à M. Jans.

M. Parfait Jans, rapporteur spécial. Je n'interviens pas au nom de la commission puisque j'ai déjà précisé que celle-ci ne s'était pas prononcée sur cet amendement.

J'interviens à titre personnel, en tant que député communiste, et uniquement sur un point. M. Stoléro a prétendu que les communistes étaient favorables aux déplacements autoritaires des immigrés.

Non, monsieur le secrétaire d'Etat, nous ne sommes pas favorables aux déplacements autoritaires des familles immigrées. Au contraire ; lorsque le Gouvernement de la France a pratiqué de tels déplacements autoritaires, ce n'est pas nous qui étions au gouvernement.

Nous demandons que les préfets, qui ont à leur disposition un contingent de 30 p. 100 sur les logements neufs et un contingent de 50 p. 100 sur les deuxième et ultime désignations, utilisent ceux-ci pour reloger et répartir dans les départements les familles de travailleurs immigrés. Et soyez certain qu'il y aura de nombreux candidats qui ne se considéreront pas comme devant être déplacés de force.

Notre deuxième idée est que les subventions que vous accordez à la SONACOTRA pour qu'elle acquière des sols soient utilisées pour réaliser des opérations dans des communes ayant un faible pourcentage de travailleurs immigrés par rapport à la population. Actuellement, la plupart du temps, avec ces subventions, la SONACOTRA achète des terrains dans les communes ayant un taux élevé de travailleurs immigrés.

Notre solution, qui ne s'accompagne d'aucune violence, qui ne force pas la main, vous permettrait de contribuer à une meilleure répartition des travailleurs immigrés dans notre pays.

M. le président. La parole est à M. le secrétaire d'Etat auprès du ministre du travail et de la participation, chargé des travailleurs manuels et immigrés.

M. Lionel Stoléro, secrétaire d'Etat. Vous savez très bien, monsieur Jans, que le problème du logement des travailleurs immigrés se pose dans des zones bien délimitées, notamment en région parisienne, et vous ne pouvez qu'être orfèvre en la matière.

Dans le souci d'équilibrer la répartition, j'insiste vivement, depuis des mois, pour que, dans Paris même, on reprenne la construction de foyers, qui était bloquée par des refus de

permis de construire. J'ai le plaisir de vous informer que deux permis de construire vont être accordés par la ville de Paris, ce qui permettra la construction de foyers dans la capitale, et j'espère que d'autres réalisations suivront dans la périphérie.

Pour ce qui est de l'achat des sols, vous semblez ignorer un aspect de la question : le prix des terrains. La SONACOTRA essaye de construire le maximum de lits pour un coût minimum, ce qui la conduit, naturellement, à acheter des terrains dans les communes où le prix est moins élevé qu'autour de la place Charles-de-Gaulle, à Paris. (Sourires.) Il est normal qu'elle cherche à acquérir des terrains là où le prix des sols est relativement le plus faible.

M. Alain Richard. C'est de la ségrégation !

M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat. Bien sûr, il convient de ne pas aller trop loin dans cette recherche du moindre coût. Et nous allons veiller à ce que, pour les nouveaux foyers, il y ait une meilleure répartition, comme vous le souhaitez non sans raison.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement n° 119. (L'amendement n'est pas adopté.)

M. le ministre du travail et de la participation. Il est heureux que cet amendement ait été repoussé !

M. le président. Personne ne demande plus la parole ?... Je mets aux voix le titre IV. (Le titre IV est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix les autorisations de programme du titre VI.

(Les autorisations de programme du titre VI sont adoptées.)

M. le président. Je mets aux voix les crédits de paiement du titre VI.

(Les crédits de paiement du titre VI sont adoptés.)

M. le président. Les crédits concernant la formation professionnelle seront mis aux voix avec les crédits de l'information, inscrits à la ligne : « Services du Premier ministre. I. - Services généraux ».

Nous avons terminé l'examen des crédits du ministère du travail et de la participation.

I. — Section commune.

III. — Santé et famille.

M. le président. Nous abordons l'examen des crédits du ministère de la santé et de la famille.

La parole est à M. Pons, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour la section commune, le travail et la santé.

M. Bernard Pons, rapporteur spécial. Madame le ministre de la santé et de la famille, le budget de la santé et de la famille est en augmentation de 18 p. 100 par rapport à 1978.

Il représente 25 600 millions de francs et se place ainsi au deuxième rang des budgets civils de l'Etat. On peut donc dire — je l'ai d'ailleurs souligné devant la commission des finances — qu'il s'agit d'un bon budget.

Je tiens, d'ailleurs, madame le ministre, au nom de la commission, à vous féliciter pour l'action que vous menez à la tête de ce grand ministère et pour la manière dont vous défendez un certain nombre de secteurs qui vous sont chers.

Je le fais d'autant plus volontiers qu'à cette même tribune, il y a quelques années, je vous avais lancé un appel en faveur de la recherche médicale, à une époque où ce secteur, que nous estimions prioritaire, connaissait une situation difficile.

A cet égard — il faut le reconnaître — madame le ministre, un effort important a été accompli dans le projet de budget de 1979, et nous vous en remercions.

Pour ne pas retenir trop longtemps votre attention, mes chers collègues, je me bornerai à développer quelques-unes des observations contenues dans mon rapport écrit, document volumineux auquel je vous prie de vous reporter.

Sans empiéter sur les attributions de M. Fabius, qui décrira dans le détail le budget de la sécurité sociale, je traiterai d'abord de l'assurance maladie.

La sécurité sociale a connu certaines difficultés de trésorerie au cours des derniers mois.

M. Pierre Mauger. C'est le moins qu'on puisse dire !

M. Bernard Pons, rapporteur spécial. Pour y faire face, le Gouvernement a pris une série de mesures que je qualifierai de ponctuelles. Il a reporté certains paiements et avancé le

versement des cotisations des entreprises de plus de 400 salariés, accroissant ainsi les charges financières que celles-ci supportent. Il a également fait appel à la caisse des dépôts et consignations.

Comme je l'explique plus longuement dans mon rapport écrit, cette procédure me semble mauvaise, car la Caisse des dépôts et consignations n'a pas pour vocation de soutenir la sécurité sociale, mais d'aider les collectivités locales, dont chacun connaît les difficultés, et de financer la construction de logements.

Par ailleurs, le traitement réservé par la caisse des dépôts et consignations aux dépôts de la COSS est très inégalitaire, puisqu'elle rémunère ces fonds à 1 p. 100, alors que les prêts qu'elle consent pour soutenir la trésorerie de la sécurité sociale sont établis au taux du marché.

M. Pierre Mauger. C'est un vol organisé !

M. Bernard Pons, rapporteur spécial. A cet égard, M. Fabius avait présenté en commission des finances une observation que celle-ci n'a pas adoptée, ce que je regrette très vivement. Mais j'espère que, au cours de la discussion, M. Fabius reprendra cette observation sous la forme d'un amendement que, pour ma part, je souhaiterais vivement voir l'Assemblée adopter.

J'entends ici m'en tenir plus particulièrement au problème de la part de l'assurance maladie dans le cadre de la sécurité sociale.

Cette part ne représente que le tiers environ des dépenses globales. Mais, dans l'opinion publique, chaque fois qu'on parle de sécurité sociale, on a tendance à faire une confusion : tout le monde croit que la sécurité sociale, c'est l'assurance maladie. Il faut démythifier cette affaire car, en vérité, dans le cadre global de la sécurité sociale, il y a le secteur des allocations familiales et celui de la famille, beaucoup plus important et inquiétant quant à son évolution.

Si la progression des dépenses de l'assurance maladie s'est ralentie au cours de l'année 1977, il semble qu'en 1978 il y ait eu un nouveau départ, plus particulièrement dans un certain nombre de secteurs. Ainsi, les dépenses de pharmacie, dont l'évolution avait quelque peu diminué en 1977, augmentent d'une manière assez nette en 1978. Ainsi, encore, les dépenses relatives aux examens de biologie marquent une accélération qui mérite d'être étudiée avec une particulière attention.

Dans mon rapport écrit, j'indique qu'il faut utiliser les fameux profils médicaux, qu'on a eu tant de peine à mettre au point et au sujet desquels le corps médical a donné son accord au Gouvernement lors de la discussion de la première convention nationale. Mais, me rapportant à des déclarations faites récemment à Dinard, je souhaite que leur utilisation ne revête pas un caractère contraignant. Le corps médical s'est très nettement engagé à l'égard des pouvoirs publics : il a accepté de s'intégrer dans le système de sécurité sociale, ce qui n'est pas sans poser toute une série de problèmes sur lesquels je reviendrai dans un instant. Mais il ne faudrait pas que ces profils médicaux créent des difficultés.

Or, madame le ministre, après vous avoir rencontrée avant-hier, je me suis rendue, le soir, dans le département du Gard pour participer à un débat avec un certain nombre de médecins. A l'issue de cette réunion, j'ai reçu une délégation de praticiens qui m'ont entretenu de l'application des profils médicaux dans le département. Mes renseignements, quoique ponctuels puisqu'ils n'intéressent qu'un département, sont donc très précis.

Les propos que j'ai entendus m'ont considérablement inquiété, et j'avoue que je demeure très perplexe. On m'a en effet rappelé que, pour la réalisation des profils médicaux, un certain nombre de normes avaient été fixées, tenant compte de l'activité des médecins : nombre d'actes médicaux, prescriptions concernant la pharmacie et la biologie, notamment. Bref, toute une série de paramètres a été établie.

Le département du Gard compte environ 400 médecins et, afin que la plupart d'entre eux ne soient pas considérés comme dépassant les normes moyennes, il a fallu supprimer des paramètres : on a ainsi laissé de côté tous les médecins dont l'activité était très modeste, c'est-à-dire ceux qui n'effectuaient pas plus de 300 actes médicaux par trimestre. Néanmoins, les résultats demeuraient très inquiétants. Il apparaissait que l'ensemble du corps médical du département du Gard était passible d'un rappel à l'ordre. Aussi, les médecins qui prescrivaient moins de 600 actes médicaux par trimestre ont à leur tour été exclus des paramètres !

Madame le ministre, j'appelle votre attention sur les résultats qui semblent aberrants car ils ne tiennent pas compte par exemple des prescriptions d'hospitalisation.

Dans ce département, ce sont les meilleurs médecins, aux dires de leurs pairs, représentants du conseil de l'ordre et des organisations syndicales, qui sont désignés comme les praticiens les plus dépensiers.

Je tiens à vous mettre en garde sur ce point. Certes, les profils médicaux dont j'ai toujours été partisan permettraient d'apporter des informations nécessaires. Mais la prudence s'impose dans ce domaine. Le problème doit être examiné attentivement. Un accord conclu entre le corps médical et les organismes de sécurité sociale pour une meilleure coordination et un meilleur fonctionnement ne doit pas engendrer une situation conflictuelle qui risquerait de poser de très graves problèmes à court terme.

Après le rapide exposé que j'ai fait devant la commission des finances, celle-ci s'est émue de la situation de la sécurité sociale. Aussi a-t-elle adopté une observation, dont je donnerai lecture à la fin de mon propos, demandant au Gouvernement la réunion d'une table ronde pour clarifier la situation.

Lors du débat sur la sécurité sociale dont vous avez bien voulu, madame le ministre, accepter l'organisation au cours de la dernière session de printemps, j'avais déclaré à cette tribune que je proposerais à la commission des finances, dans le cadre de la discussion budgétaire, d'étendre la compétence de la Cour des comptes à la sécurité sociale. J'étais à l'époque mal informé puisque j'ai appris qu'il en était déjà ainsi. Mais si la haute juridiction a le pouvoir légal d'examiner les comptes de la sécurité sociale, elle n'en a pas les moyens. C'est pourquoi la commission des finances a adopté une observation demandant que la Cour des comptes reçoive une dotation supplémentaire en personnel afin que ce contrôle, qui nous paraît fondamental, puisse être exercé avec le maximum de précision et de rigueur.

M. Emmanuel Hamel. Sage recommandation !

M. Bernard Pons, rapporteur spécial. J'évoquerai brièvement le chapitre de l'hospitalisation.

Ce secteur représente traditionnellement une part importante des dépenses de l'assurance maladie : 25 milliards de francs en 1974 et 43 milliards de francs en 1976. Mais, en 1977 et 1978, d'après les chiffres dont nous disposons, la progression des dépenses d'hospitalisation semble accuser un ralentissement. La cause, madame le ministre, doit être recherchée dans les efforts inlassables que vous avez déployés dans ce domaine. Je tiens à le souligner, car c'est la première fois qu'on note un certain ralentissement dont nous ne pouvons que nous féliciter.

Votre département ministériel a à sa charge quatre programmes d'action prioritaires. Nous avons d'abord cru, en examinant les crédits proposés, que le programme d'action prioritaire n° 19 ne serait pas respecté. Mais grâce aux précisions que vous nous avez données, nous nous sommes rendu compte que les collectivités locales joignent leurs efforts aux nôtres et que le nombre de lits à humaniser est moins élevé qu'on ne pouvait le croire. Cela vous a donc permis de réorienter le PAP n° 19 vers la modernisation et l'amélioration des plateaux techniques. Même si une telle réorientation n'est peut-être pas très orthodoxe, le rapporteur de la commission des finances ne saurait être trop pointilleux à cet égard. Au contraire, nous ne pouvons que nous féliciter de cette réorientation qui représente un effort remarquable.

S'il semble que, dans l'ensemble, le PAP n° 19 pourra être réalisé dans les délais prévus, certaines difficultés subsistent toujours pour le recrutement des personnels infirmiers et le niveau des bourses de formation auxquelles les élèves peuvent prétendre. L'objectif de 25 000 infirmières pour 1980 sera difficilement atteint.

Le temps me manquant pour évoquer l'aide sociale et médicale, qui ont fait l'objet d'un long développement dans mon rapport, je conclurai pour répondre au souhait de M. le président.

M. Pierre Mauger. Quelle sévérité !

M. Bernard Pons, rapporteur spécial. ... en vous exposant les recommandations adoptées par la commission.

Première recommandation : la commission exprime son inquiétude devant la gravité de la situation de la sécurité sociale. Afin d'examiner l'avenir de cette institution, elle demande la réunion, dans les meilleurs délais, d'une « table ronde », rassemblant, avec toutes les parties concernées, des représentants du Parlement.

Deuxième recommandation : la commission constate que les moyens en personnel dont dispose la Cour des comptes pour contrôler les organismes de sécurité sociale sont insuffisants. Elle demande qu'ils soient portés à un niveau compatible avec les exigences d'un contrôle renforcé.

Troisième recommandation : la commission constate et regrette le retard intervenu dans la réforme des tarifs de l'hospitalisation privée. Elle demande que cette réforme soit conduite à son terme dans les tout prochains mois. Cette recommandation a été adoptée à l'unanimité.

J'insiste sur le fait que mon rapport écrit comporte un long développement sur l'hospitalisation privée, qui est un problème capital.

Quatrième recommandation : la commission constate à nouveau que le financement des dépenses d'aide sociale, qui répond à des critères dépassés, s'opère de façon disparate et parfois injuste. Elle demande que le mode de financement de ces dépenses soit réformé dans le sens d'une plus grande équité.

Cette recommandation a également été adoptée à l'unanimité.

Votre commission s'est ensuite prononcée sur l'article 80 du projet de loi de finances pour 1979, dont l'examen était rattaché au budget de la santé et de l'assurance maladie. Cet article institue une redevance pour financer le contrôle de la qualité des analyses de biologie médicale. Il appelle des observations que vous trouverez dans mon rapport écrit. Votre commission vous propose de l'adopter sans modification.

Elle vous propose également d'adopter sans modification les crédits de la section commune du travail et de la santé, les crédits de la santé et de la famille et les crédits relatifs à l'assurance maladie. (*Applaudissements sur les bancs du rassemblement pour la République et de l'union pour la démocratie française.*)

M. le président. La parole est à M. Fabius, rapporteur spécial de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan, pour la sécurité sociale.

M. Laurent Fabius, rapporteur spécial. Madame le ministre, monsieur le secrétaire d'Etat, mes chers collègues, la sécurité sociale a besoin de réformes ambitieuses et non d'une politique de l'autruche. Aussi le rapport que je vous présente est-il essentiellement un cri d'alarme.

Cri d'alarme devant la situation des personnels de la sécurité sociale et des assurés sociaux.

Cri d'alarme devant les perspectives démographiques et la situation des prestations.

Cri d'alarme surtout devant la situation financière.

Dans une situation aussi alarmante, j'aurais aimé que les concours des administrations, notamment de l'administration des finances, fût plus large qu'il ne l'a été. Je me fais l'interprète de tous mes collègues et d'ailleurs aussi de mes collègues du Sénat pour vous exprimer notre mécontentement devant les conditions détestables dans lesquelles nous devons travailler. Je souhaite que, l'an prochain, elles s'améliorent, que nous n'ayons plus connaissance des dépenses et des recettes la veille du débat et que le rapport, que j'ai déposé en temps utile, ne soit plus distribué à nos collègues une heure avant la séance ; bref que l'administration nous apporte son concours au lieu de nous opposer son secret.

Comme M. Pons, je ne développerai pas les quelque soixante pages de mon rapport écrit, mais j'insisterai sur quelques points essentiels.

J'évoquerai d'abord, un fois n'est pas coutume, la situation des personnels de la sécurité sociale. Il n'est pas dans la tradition de parler des dépenses de l'Etat pour la sécurité sociale à propos des personnels et, pourtant, cela est essentiel car ce sont eux qui assurent la marche de cet organisme.

Leurs conditions de travail sont déplorables, le rendement étant le premier objectif, sinon le seul, qui leur est assigné. L'introduction de l'informatique a d'ailleurs aggravé encore les choses. La complexité absurde des réglementations rend leur tâche d'autant plus difficile. Les rémunérations sont insuffisantes, les perspectives de carrière dérisoires. Jusqu'à la possibilité de négocier qui est refusée à ces agents.

S'ils sont régis par des conventions collectives, les avenants doivent en effet être soumis à l'autorisation du ministère de la santé et du ministère des finances. Aussi les organisations syndicales n'ont-elles finalement pas d'interlocuteurs. Cette situation a évidemment des conséquences sur les assurés sociaux. Qu'entendons-nous dans nos permanences sinon que la sécurité sociale ne fonctionne pas, que tout est anonyme, que les délais sont trop longs avant de percevoir les prestations et que la réglementation est incompréhensible. Voilà le premier cri d'alarme qu'il faut pousser. Simplifiez, améliorez, et alors vous aurez fait œuvre utile !

Le deuxième point essentiel de ce rapport concerne les crédits. Ils ne sont pas très importants : 5 830 millions de francs, dont 5 377 millions pour la caisse des mines, 395 800 000 francs pour la caisse mutuelle de retraite des chemins de fer et des tramways, 33,5 millions de francs pour les rentes mutualistes des anciens combattants et victimes de guerre et 24,7 millions au titre des allocations accordées aux Français d'outre-mer titulaires de rentes d'accidentés du travail. Certes, les concours totaux de l'Etat aux régimes sociaux sont plus importants puisqu'ils s'élevaient à 38 milliards de francs environ pour 1979 ; mais il n'est affecté que 5 830 millions de francs à votre mini-

rière, ce qui est insuffisant pour remédier au déséquilibre des différents régimes. L'Etat devrait apporter, comme c'est légitime, les concours nécessaires ; or nous constatons qu'il le fait souvent trop chichement. C'est le cas notamment en ce qui concerne le régime des mines pour lequel d'importantes améliorations devraient intervenir.

Le troisième point essentiel — malheureusement trop peu abordé dans cet hémicycle — a trait au problème capital de la démographie.

Au Conseil économique et social, Evelyne Sullerot, en présentant son rapport, a très opportunément appelé l'attention sur ce problème de fond ; mais à peine ses conclusions ont-elles été déposées que le débat a été enterré. Je souhaiterais, madame le ministre, que le Parlement soit saisi de ce problème de fond lors d'un prochain débat.

Situons-le en quelques chiffres, bien sûr trop succincts. Alors que les femmes nées en 1930 ont eu 2,6 enfants chacune en moyenne, celles des générations nouvelles n'en ont plus que 1,8. Or, il faudrait qu'elles en aient en moyenne 2,1 pour que le seuil de renouvellement de la population française soit atteint. C'est dire que nous sommes sur une pente dangereuse.

Depuis 1974, le nombre des naissances est de l'ordre de 720 000 par an alors qu'il était de 860 000 en 1966. Les méfaits de l'alcoolisme et du tabac ainsi que les conséquences dramatiques des accidents d'automobiles, qui tendent à élever le taux de mortalité, dessinent une démographie très préoccupante et il est probable que la situation ne fera que se détériorer à partir des années 1980-1985.

Les causes sont complexes : l'insuffisance des prestations familiales, les mauvaises conditions de logement, les problèmes du travail féminin ; mais aussi et surtout la crise économique. Pourquoi, en effet, une famille serait-elle incitée à avoir des enfants si, comme c'est le cas aujourd'hui, 40 p. 100 d'entre eux doivent se présenter, dès la sortie de l'école, à l'Agence pour l'emploi ? En tout cas, la démographie a des conséquences déterminantes sur l'équilibre des régimes sociaux et il importerait que l'Assemblée nationale en discutât.

Le quatrième point a trait aux prestations. Vous nous avez fait approuver le principe de la généralisation de la sécurité sociale, mais les retraites complémentaires, les prestations en espèces de l'assurance maladie pour les non-salariés et le risque invalidité-décès en restent exclus ! Quant à l'harmonisation, elle ne s'est traduite dans les faits que pour les allocations familiales !

A propos du domaine de la santé, le docteur Pons a avancé des chiffres sur lesquels je ne reviendrai pas, mais que j'interpréterai différemment.

Je crois d'abord que la pause observée depuis 1977 sera de très courte durée. A côté des éléments positifs qu'il a signalés, d'autres sont très négatifs : ainsi, le nombre chaque année accru des entreprises pharmaceutiques passant sous contrôle étranger et la part très importante de la publicité et du conditionnement dans le coût des produits.

Ce problème très important ne trouvera pas de véritable solution sans une action sur les structures de production et de distribution des soins. Voilà ce qui nous sépare, monsieur Pons.

M. Bernard Pons, rapporteur spécial. Eh oui !

M. Laurent Fabius, rapporteur spécial. Vos chiffres nous indiquent que les accidents du travail sont en légère baisse, mais est-ce dû, comme vous l'annoncez, aux effets de la prévention ? Cette baisse n'est-elle pas plutôt la conséquence de la détérioration de l'emploi qui s'accroît chaque mois ? Mais le nombre des accidents du travail reste énorme.

En tout cas, sur le chapitre des dépenses de santé, je ne puis admettre la réforme, proposée dans la loi de finances, qui tend à inclure le montant des indemnités journalières, sans qu'elles soient augmentées, dans le revenu imposable, indépendamment des indemnités d'accident du travail.

M. Paul Duraffour. Très bien !

M. Laurent Fabius, rapporteur spécial. Quant aux prestations familiales, si elles ont augmenté de 14,6 p. 100 en 1978, elles progresseront seulement de 7,3 p. 100 en 1979.

M. Jean Delaneau, rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales. M. Fabius ne sait même pas de quoi il parle !

M. Laurent Fabius, rapporteur spécial. Les prestations familiales sont insuffisantes, injustes et souvent inefficaces. Non seulement c'est le problème du quotient familial qui est posé, mais également celui de la politique familiale.

Certes, il y a eu des changements, telle l'instauration du complément familial, mais le problème de l'injustice de votre politique reste entier.

Par ailleurs, si le minimum-vieillesse a progressé, il n'en demeure pas moins dérisoire. Quant à vos réformes en matière d'abaissement de l'âge de la retraite, elles sont dramatiquement insuffisantes : l'âge de la mort, pour la catégorie moyenne des ouvriers, se situe avant l'âge auquel vous leur permettez de prendre leur retraite.

Avant de conclure, je parlerai plus longuement du financement.

Dans ce domaine, il faut aussi pousser un cri d'alarme. En 1977, le solde du régime général était positif de 1 450 millions de francs ; en 1978, il a été négatif d'environ cinq milliards de francs ; en 1979, il sera négatif d'environ dix à onze milliards et en 1982, si l'on extrapole la tendance — mais vous pouvez contester ces chiffres, si vous le jugez bon — il se situera au niveau des dix-huit milliards de francs.

Des mesures récentes ont été prises. Elles sont dérisoires ; du reste, vous le constatez vous-même à la page 8 du document annexe sur les prévisions de recettes et de dépenses des régimes obligatoires de sécurité sociale pour 1978 et 1979. En effet, vous écrivez, ou vous faites écrire, dans un style administratif qui a évidemment tendance à déformer la réalité : « Ces mesures, tout en concourant à un meilleur emploi des disponibilités, ne peuvent certes prétendre à régler le problème de fond qui demeure... » — dont acte — « ... à savoir l'adaptation des recettes de cotisations et des dépenses de prestations sociales : mais... » — admirez le fond — « ...elles doivent permettre en tout cas au régime général d'assurer sa trésorerie jusqu'à la fin de 1978, et au Gouvernement de prendre à bonne date... » — à quelle date ? — « ... et en parfaite connaissance de cause... » — quand sera-t-elle parfaite ? — « ...les mesures les plus adéquates parmi celles qui sont proposées à rétablir l'équilibre du régime. »

Si vous avez lu ce passage, madame le ministre, vous en avez endossé la maternité. Eh bien ! c'est une maternité douloureuse ! Il s'agit non de mesures, mais d'expédients. Alors que vous devriez voir loin, tout cela est à la petite semaine.

Qu'on ne se méprenne pas sur ma critique du déséquilibre du régime général : il ne s'agit pas, comme on le lit parfois dans vos propos ou dans ceux de M. Barre, de culpabiliser les assurés sociaux. En effet, si l'on va plus loin et qu'on examine les causes de ce déséquilibre financier, on s'aperçoit qu'elles sont nombreuses : la situation économique et sociale, surtout la situation économique que vous êtes incapables de maîtriser puisque la détérioration date de 1974 ; l'aggravation de la crise ; les charges indues, problème immense traité et retraité par divers rapports, mais jamais abordé par vous au fond ; le problème du plafonnement ou du déplafonnement des cotisations sociales ; l'assiette des cotisations sociales, sur laquelle quatre ou cinq rapports ont été établis, bientôt dix si vous continuez sur la même voie que vous avez empruntée — sans qu'il n'en sorte rien.

S'agissant des charges indues, problème très important que votre budget de 1979 va malheureusement encore accroître, vous proposez la suppression du prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du régime général, qui se sera élevé à 3 600 millions de francs en 1978 et qui se monterait à 3 800 millions de francs en 1979.

Le régime général, dites-vous, recevra en compensation 4 400 millions de francs au titre du fonds national de solidarité. La belle affaire ! En effet, il recevait déjà 1 200 millions de francs. Si l'on effectue tous les calculs, on s'aperçoit que les charges indues nouvelles au détriment du régime général s'élèveront à environ 600 millions de francs avec, en plus, une incertitude totale sur l'engagement de participation de l'Etat au titre du fonds national de solidarité.

Bref, non seulement vous ne vous attaquez pas au problème des charges indues, mais, par le projet de budget que vous nous soumettez, vous aggravez encore ces charges.

L'ensemble de ces constatations a conduit la commission des finances à adopter huit observations, que je vais reprendre avant de formuler ma propre conclusion, non en détail, mais en considérant essentiellement les têtes de chapitre afin que vous puissiez répondre ce soir, madame le ministre.

Premièrement, sur proposition de M. Neuwirth, la commission, à la majorité, a souhaité que le budget social de la nation soit soumis au contrôle du Parlement. Je dis bien « à la majorité », après que les membres de la commission appartenant à l'opposition ont rappelé l'existence du droit de contrôle du Parlement en matière de budget social et estimé que l'observation de M. Neuwirth risquait de jeter la suspicion sur une gestion paritaire des organismes de sécurité sociale et sur le principe même de leur statut particulier.

La deuxième observation concerne les charges indues. La commission des finances, à la majorité, a appelé l'importance des charges indues pesant sur le régime général et demande ferme-

lement que l'article 693 du code de la sécurité sociale soit modifié de façon à assurer fermement au régime général la prise en charge totale des dépenses qu'il engage au titre du FNS.

En troisième lieu, la commission des finances a constaté, pour le regretter, que l'aménagement de l'assiette des cotisations de la sécurité sociale n'avait toujours pas abouti, en dépit des engagements gouvernementaux innombrables et des conclusions favorables des rapports remis à ce sujet.

En quatrième lieu, la commission a demandé qu'une étude soit effectuée sur les pensions de réversion afin de mettre en lumière les disparités et de parvenir à une harmonisation.

En cinquième lieu, à la majorité, elle a demandé que des mesures soient prises afin que les personnes susceptibles de bénéficier d'une retraite puissent néanmoins solliciter le bénéfice de la garantie de ressources. C'est très important.

En sixième lieu, la commission rappelle au Gouvernement qu'il s'est engagé à remettre avant le 31 décembre 1978 un rapport sur les bases d'une politique globale en faveur des familles. Elle souhaite à cette occasion qu'un débat soit organisé sur la démographie.

En septième lieu, elle a souhaité que soient améliorés les rapports entre l'Etat, le secteur public et l'ACOSS dans le règlement des cotisations. J'ai personnellement proposé que la rémunération des fonds déposés par l'ACOSS à la Caisse des dépôts et consignations soit accrue. Mais la commission ne m'a pas suivi. Or, je crois savoir que cette proposition a été adoptée par la commission des affaires culturelles. Je suis persuadé que, après un débat dans cette enceinte, elle connaîtrait un sort favorable.

Enfin, dernière observation, la commission des finances a demandé que le plafond net de l'actif successoral à partir duquel les arrérages versés au titre du FNS sont recouverts sur la succession du bénéficiaire soit relevé de 100 000 francs, c'est-à-dire soit porté à 250 000 francs. Pour ma part, j'aurais préféré que soit adoptée une mesure de simplification supprimant totalement les recouvrements.

Voilà, madame le ministre, mes chers collègues, les quelques brèves observations que je voulais présenter.

« Cri d'alarme », ai-je déclaré en commençant ? Oui, cri d'alarme, mais aussi protestation.

Pour redresser le déséquilibre, il faudrait beaucoup mieux et beaucoup plus qu'un rafistolage ou qu'une série d'expédients. Le Gouvernement, nous dit-on, a l'obsession du futur. Il y a dans cette déclaration une part de propagande politique; mais éliminons la propagande et retenons le fond.

Obsession du futur ? Fort bien ! avec la sécurité sociale vous avez, madame le ministre, l'occasion de montrer que vous le préparez, à condition que vos déclarations soient accompagnées d'une grande volonté, d'une grande concertation et d'une grande ambition de justice sociale.

La sécurité sociale, dans l'esprit même de 1945, c'est avant tout la solidarité. Parfois, pour préparer le futur, il est bon de s'inspirer de grands exemples, et l'œuvre accomplie en 1945 en est un. Je vous demande, comme rapporteur spécial de la commission des finances, de ne pas l'oublier. (*Applaudissements sur les bancs des socialistes.*)

M. le président. La suite de la discussion budgétaire est renvoyée à la prochaine séance.

— 2 —

ORDRE DU JOUR

M. le président. Cet après-midi, à quinze heures, deuxième séance publique :

Suite de la discussion de la deuxième partie du projet de loi de finances pour 1979, n° 560 (rapport n° 570 de M. Fernand Icart, rapporteur général, au nom de la commission des finances, de l'économie générale et du Plan) :

Santé et famille, et article 80 (suite) :

Travail et santé : I. — Section commune. Santé et assurance maladie :

(Annexe n° 29. — M. Bernard Pons, rapporteur spécial ; avis n° 571, tome XII, de M. Jean Delaneau (Santé et assurance maladie) au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales) ;

Sécurité sociale :

(Annexe n° 30. — M. Laurent Fabius, rapporteur spécial ; avis n° 571, tome XIII, de M. Joseph Legrand, au nom de la commission des affaires culturelles, familiales et sociales).

La séance est levée.

(La séance est levée à treize heures cinq.)

Le Directeur du service du compte rendu sténographique de l'Assemblée nationale,
JACQUES RAYMOND TEMIN.